

Objektyp: **Issue**

Zeitschrift: **Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio**

Band (Jahr): **86 (1968)**

Heft 63

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce

Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, Freitag den 15. März 1968
Berne, vendredi 15 mars 1968

553

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen
Paraît tous les jours, les dimanches et jours de fête exceptés

86. Jahrgang
86^e année

N° 63

Redaktion und Administration: Effingerstr. 3, 3000 Bern. ☎ (031) 61 20 00 (Eldg. Amt für das Handelsregister ☎ [031] 61 26 40) – Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Preise: Schweiz: jährlich Fr. 30.50, halbjährlich Fr. 18.50, Ausland: jährlich Fr. 40.–, Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto) – Annoncenregie: Publicitas AG – Insertionsstarif: 25 Rp. (Ausland 30 Rp.) die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum.

Rédaction et administration: Effingerstr. 3, 3000 Bern. ☎ (031) 61 20 00 (Office fédéral du registre du commerce ☎ [031] 61 26 40) – En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. Prix: Suisse: un an 30 fr. 50; un semestre 18 fr. 50; étranger 40 fr. par an. Prix du numéro 25 ct. (port en sus) – Régie des annonces: Publicitas S.A. – Tarif d'insertion: 25 ct. (étranger 30 ct.) la ligne de colonne d'un millimètre ou son espace

N° 63 Inhalt - Sommaire - Sommario

Amthlicher Teil - Partie officielle - Parte ufficiale

Handelsregister. – Registre du commerce. – Registro di commercio.
Abhanden gekommene Werttitel. – Titres disparus. – Titoli smarriti.
HISA-INTERNATIONAL Anlagefonds für internationale Immobilienwerte, in Liquidation.
HISA-NATIONAL Anlagefonds für Immobilien und Hypotheken in der Schweiz, in Liquidation.
Begehren um Aenderung von Fondsreglementen (AMCA, DENAC, ESPAC, EURIT, FRANCTI, GERMAC, ITAC).
Société Anonyme de Gestion Sagesito, en liquidation, Genève.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni

BRB über die Begrenzung und Herabsetzung der Zahl der kontrollpflichtigen ausländischen Arbeitskräfte.
Verfügung des EVD betreffend den Vollzug des BRB über die Begrenzung und Herabsetzung der Zahl der kontrollpflichtigen ausländischen Arbeitskräfte.
République fédérale du Cameroun: Libération des relations financières avec l'étranger.
Auslands-Postüberweisungsdienst. – Service international des virements postaux.

Waadt - Vaud - Vaud Bureau de Lausanne

5 mars 1968. Gypserie-peinture.
M. Corte S.A., à Lausanne, entreprise de gypserie-peinture (FOSC. du 21.7.1965, p. 2293). L'administrateur Michel Guarschetti est démissionnaire; sa signature est radiée.

5 mars 1968. Voies ferrées.
Les Fils d'Auguste Scheuchzer S.A., à Lausanne, entretien et réfection de voies ferrées (FOSC. du 3.1.1963, p. 5). Bureau transféré: Avenue du Mont-d'Or 7.

5 mars 1968. Tissus, articles textiles.
Charles Hubert, à Lausanne, commerce de tissus et articles textiles (FOSC. du 21.12.1953, p. 3099). La raison est radiée par suite de cessation d'activité.

5 mars 1968. Tabacs, journaux, etc.
Mme Déléze, à Lausanne. Titulaire: Clorinda Déléze née Bove, de Nendaz (VS), à Lausanne, épouse autorisée de Paul. Commerce de tabacs, cigares et journaux. Rue Etraz 1.

Bureau de Nyon

4 mars 1968.
Société coopérative du Moulin agricole de Chiblin, à Gingins (FOSC. du 29.4.1965, N° 98, p. 1338). Le président John Ansermet, le vice-président Louis Noblet, le secrétaire Jean Lequint et Marcel Hermetjat, membre du comité, ont démissionné; leurs pouvoirs sont éteints et leurs signatures radiées. Le comité est actuellement composé de: Ulrich Bignens, de Vaillon, à Gingins, président (nouveau); Pierre Brocher, vice-président (jusqu'ici membre); Philippe Treboux, de Bassins, à La Rippe, secrétaire (nouveau); René Brigen et Henri Diserens, membres (inscrits); Samuel Girardet, de Suchy, à Nyon, membre (nouveau), et Marc Ansermet, de et à Chésereux, membre (nouveau). La société est toujours engagée par la signature collective du président ou du vice-président et du secrétaire ou d'un autre membre du comité.

6 mars 1968.
Scierie Les Résineux S.A., à Bassins. Suivant acte authentique et statuts du 27 février 1968, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but le sciage de toutes essences de bois et le commerce du bois sous toutes ses formes. Il a été fait apport à la société de machines et créances pour le prix de fr. 37 169 30, selon convention d'apports du 27 février 1968 annexée aux statuts et comprenant le droit d'achat pour le prix de fr. 146 000 de la parcelle 529 du cadastre de la commune de Bassins, en nature de scierie et place, propriété de la société anonyme «Scierie de Bassins S.A.». Cet apport a été accepté pour le prix de fr. 37 169 30, contre remise à l'apporteur de 37 actions nominatives de fr. 1000, entièrement libérées, le solde fr. 169 30 lui étant crédité. Le capital social, entièrement libéré, est de fr. 100 000, divisé en 100 actions nominatives de fr. 1000. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications et convocations sont adressées aux actionnaires par lettre recommandée. La société est administrée par un conseil d'administration d'un à cinq membres, actuellement composé de Jean-Pierre Fallet, de Dombresson, à Bassins, président; Henri Berthet, de et à St-Georges, vice-président, et Jean Ruch, de Lützel-flüh et Le Vaud, à Le Vaud, secrétaire. Ils engagent la société par leur signature collective à deux. Locaux: Scierie de Bassins S.A.

Bureau d'Orbe

1^{er} mars 1968. Immeubles.
S.I. Sous Poterne Orbe A. S.A., à Orbe. Suivant acte authentique et statuts du 29 février 1968, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente et la gérance de tous immeubles, ainsi que toutes opérations commerciales, financières et immobilières s'y rapportant. Son premier objet est d'acquérir des biens de Mario Rovero, à Orbe, la demie d'une parcelle sise Sous Poterne, à Orbe, à détacher de la parcelle 685 d'Orbe de 1999 m² en nature de bâtiment et préchamp au prix de fr. 29 939. Jacques Jorietti, à Lausanne, fait apport de l'autre demie de cette parcelle pour fr. 29 939, accepté pour ce montant contre remise à l'apporteur de 10 actions au porteur de fr. 1000 chacune, entièrement libérées, le solde de fr. 19 939 consistant en une créance de l'apporteur contre la société. L'assemblée générale est convoquée par publication faite dans l'organe de publicité. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications aux actionnaires, en tant que ceux-ci sont connus, sont faites par lettre chargée. Le conseil d'administration est composé d'un ou plusieurs membres, actuellement de: Louis Alvazzi, de et à Orbe, unique administrateur. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur. Bureau de la société: chez Marc Bernard, Agent U.V.C.

1^{er} mars 1968. Immeubles.
S.I. Sous Poterne Orbe B. S.A., à Orbe. Suivant acte authentique et statuts du 29 février 1968, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente et la gérance de tous immeubles, ainsi que toutes opérations commerciales, financières et immobilières s'y rapportant. Son premier objet est d'acquérir des biens de Mario Rovero, à Orbe, la demie d'une parcelle sise Sous Poterne, à Orbe, à détacher de la parcelle 685 d'Orbe de 2392 m² en nature de bâtiment et préchamp au prix de fr. 29 939. Jacques Jorietti, à Lausanne, fait apport de l'autre demie de cette parcelle pour fr. 29 939, accepté pour ce montant contre remise à l'apporteur de 10 actions au porteur de fr. 1000 chacune, entièrement libérées, le solde de fr. 19 939 consistant en une créance de l'apporteur contre la société. L'assemblée générale est convoquée par publication faite dans l'organe de publicité. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications aux actionnaires sont faites en tant que ceux-ci sont connus, par lettre chargée. Le conseil d'administration est composé d'un ou plusieurs membres, actuellement de: Louis Alvazzi, de et à Orbe, unique administrateur. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur. Bureau de la société: chez Marc Bernard, Agent U.V.C.

1^{er} mars 1968. Immeubles.

S. I. Sous Poterne Orbe C. S.A., à Orbe. Suivant acte authentique et statuts du 29 février 1968, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente et la gérance de tous immeubles, ainsi que toutes opérations commerciales, financières et immobilières s'y rapportant. Son premier objet est d'acquérir des biens de Mario Rovero, à Orbe, la demie d'une parcelle sise Sous Poterne, à Orbe, à détacher de la parcelle 685 d'Orbe de 2518 m² en nature de pré-champ au prix de fr. 29 939. Jacques Jorietti, à Lausanne, fait apport de l'autre demie de cette parcelle pour fr. 29 939, accepté pour ce montant contre remise à l'apporteur de 10 actions au porteur de fr. 1000 chacune, entièrement libérées, le solde de fr. 19 939 consistant en une créance de l'apporteur contre la société. L'assemblée générale est convoquée par publication faite dans l'organe de publicité. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications aux actionnaires sont faites, en tant que ceux-ci sont connus, par lettre chargée. Le conseil d'administration est composé d'un ou de plusieurs membres actuellement de: Louis Alvazzi, de et à Orbe, unique administrateur. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur. Bureau de la société: chez Marc Bernard, Agent U.V.C.

Bureau de Vevey

5 mars 1968. Imprimerie, papeterie.
Stalder-Vodoz, à La Tour-de-Peilz, imprimerie, papeterie (FOSC. du 22.2.1966, p. 597). La raison est radiée par suite de décès du titulaire. L'actif et la passif sont repris par la société en nom collectif «R. et W. Krenger-Stalder», ci-après inscrite à La Tour-de-Peilz.

5 mars 1968. Imprimerie, papeterie.
R. et W. Krenger-Stalder, à La Tour-de-Peilz. Sous cette raison, Raymonde Krenger née Stalder, et son mari Walter Krenger, les deux de Rütli près Riggisberg (BE), à La Tour-de-Peilz, ont constitué une société en nom collectif qui a commencé le 25 novembre 1966, reprenant l'actif et la passif de la raison individuelle «Stalder-Vodoz», à La Tour-de-Peilz, radiée. Exploitation d'imprimerie, papeterie. Grand'Rue 18.

5 mars 1968. Immeubles.
S. I. Le Verger S.A., La Tour-de-Peilz, à La Tour-de-Peilz, société anonyme immobilière (FOSC. du 6.3.1961, p. 654). Le président André Neuhaus, démissionnaire, est radié et ses pouvoirs sont éteints. Charles Neuhaus est maintenant seul administrateur, signant individuellement.

5 mars 1968. Chauffages centraux.
F. Burkhalter S.A., à Montreux (FOSC. du 29.3.1963, p. 918), chauffages centraux. Michel Lilla est directeur, signant individuellement; sa procuration est éteinte.

5 mars 1968.
Automatisation Industrielle S.A., à Vevey (FOSC. du 10.2.1968, p. 340). L'administrateur Marcel Thévoz est démissionnaire; il est radié comme tel mais continue à signer collectivement à deux en qualité de directeur. Engelbert Sander, d'Autriche, à Kirchheim/Teck (Allemagne), est président du conseil, signant individuellement. Guy de Rham, de Giez (VD), à Mex (VD), et F.-Edouard Huguenin, de La Sarraz, à Lausanne, sont administrateurs, signant collectivement à deux. Les fondés de procuration signent collectivement à deux avec un administrateur ou le directeur; ils ne peuvent donc signer entre eux.

5 mars 1968.
The American Express Company Incorporated, Hartford et New York, Succursale de Montreux, à Montreux (FOSC. du 8.2.1968, p. 276), société anonyme avec sièges à Hartford et New-York, et première succursale en Suisse à Lucerne. La signature de Robert Roland Mathews est radiée.

Bureau d'Yverdon

4 mars 1968. Gypserie, peinture, revêtements plastiques.
Roland Krattinger, à Yverdon, gypserie-peinture, revêtements plastiques (FOSC. du 19.8.1966, p. 2653). Le titulaire Roland René Krattinger et son épouse Norma Astrid née Tissot ont adopté par contrat le régime de la séparation de biens.

Wallis - Valais - Vallesse Bureau de St-Maurice

28 février 1968.
Banque Troillet et Cie S.A., à Martigny (FOSC. du 3.1.1968, p. 9). Pour l'ensemble de l'établissement, les quatre administrateurs et le directeur Georges Moret signent collectivement à deux. Pour le siège principal, le sous-directeur signe collectivement avec un administrateur ou avec le directeur.

5 mars 1968. Station-service etc.
Raffina S.A., à Montebey, station-service pour véhicules, buvette, etc. (FOSC. du 5.3.1963, p. 661). Le capital social de fr. 50 000 est actuellement entièrement libéré. Par acte authentique du 15 février 1968, l'assemblée universelle de la société a modifié ses statuts en conséquence.

5 mars 1968. Café-restaurant.
Marguerite Weber, à Champéry. Titulaire: Marguerite Weber, de Tavel, à Champéry. Café-restaurant sous l'enseigne «Café Nationales». (Inscription d'office selon l'article 57 al. 4 de l'ORC).

5 mars 1968. Installations sanitaires, chauffages centraux, etc.
Martinetti frères, à Martigny, installations sanitaires, chauffages centraux, société en nom collectif (FOSC. du 17.5.1966, p. 1617). Le 10 juillet 1967, Etienne Martinetti, de Martigny-Combe, à Martigny, est entré comme associé dans la société. Activité actuelle: chauffages centraux, installations sanitaires, serrurerie et constructions métalliques.

5 mars 1968.
Max Grept, électricité, à Port-Valais. Titulaire: Max Grept, de et à Port-Valais. Entreprise d'électricité. (Inscription d'office selon décision de l'autorité de surveillance du 21 février 1968). Le Bouveret.

Handelsregister - Registre du commerce Registro di commercio

Kantone / Cantons / Cantoni:

Bern, Graubünden, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève.

Bern - Berne - Berna Bureau Bern

19. Februar 1968. Elektrische Artikel usw.
Gottfried Steiner, in Bern, elektrische Artikel und Installationsgeschäft (SHAB. Nr. 144 vom 23.6.1939, S. 1301). Die Firma wird infolge Todes des Inhabers gelöscht.

19. Februar 1968.
Elektro Steiner, Wüscher AG, in Bern. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 19. Januar 1968 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Planung und Erstellung von elektrotechnischen Starkstromanlagen, Entwicklung und Herstellung von elektronischen Steuerungs-, Regelungs- und Überwachungs-Einrichtungen, Ingenieurarbeiten in diesen Fachgebieten, Verkauf und Unterhalt von elektrischen Apparaten, Erwerb, Veräusserung und Verwaltung von Liegenschaften. Sie kann sich an andern Unternehmen beteiligen. Das voll libertierte Grundkapital beträgt Franken 60 000, eingeteilt in 60 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt gemäss Sacheinlagevertrag vom 19. Januar 1968 von der Erbgemeinschaft des Gottfried Steiner, in Bern, Warenvorräte, Mobilien, Einrichtungen, Maschinen, Werkzeuge und Fahrzeuge zum Uebernahmepreis von Fr. 60 000, wofür die Einbringerin 58 voll libertierte Namenaktien zu Fr. 1000 und eine Gutschrift von Franken 2000 erhält. Auf das Grundkapital sind Fr. 2000 bar einbezahlt worden. Mitteilungen und Einladungen erfolgen durch eingeschriebenen Brief an die Aktionäre. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Ihm gehören an: Alfred Niederer, von St. Gallen und Trogen, in Stäfa, Präsident; Richard Stolz, von und in Schaffhausen; Beat Steiner, von Büetigen, in Bern. Alfred Niederer führt Einzelunterschrift; Richard Stolz und Beat Steiner zeichnen kollektiv. Geschäftsdomicil: Gerechtigkeitsgasse 61.

7. März 1968. Bauten usw.
Bimig AG, Bern, in Bern. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 14. Februar 1968 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Erstellung von Neubauten. Ausführung von Umbauten. Verwaltung von und Handel mit Liegenschaften, Vermittlung von Liegenschaften sowie damit zusammenhängende Geschäfte, wie Finanzierungen und Beteiligungen. Das voll libertierte Grundkapital beträgt Fr. 240 000, eingeteilt in 240 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft erwirbt gemäss Sacheinlagevertrag vom 23. Januar 1968 die Liegenschaft Untere-Grundbuchblatt Nr. 620, zum Uebernahmepreis von Fr. 78 160, wovon Fr. 20 000 auf das Grundkapital angerechnet und Fr. 58 160 gutgeschrieben werden. Die Gesellschaft erwirbt ferner verschiedene WIR-Guthaben (WIR-Wirtschaftsring-Genossenschaft Basel) zum Uebernahmepreis von Fr. 114 000, der voll auf das Grundkapital angerechnet wird. Auf das Grundkapital sind Fr. 106 000 bar einbezahlt worden. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Einladungen und Mitteilungen erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus drei bis fünf Mitgliedern. Ihm gehören an: Otto Melliger, von Buttwil, in Wabern, Gemeinde Köniz, Präsident; Hans Schmid, von Riggisberg, in Bern, Vizepräsident; Peter Marti, von Rüeggisberg, in Münsingen, Protokollführer; Hans Solberger, von Wynigen und Hombrechikon, in Spiez; Reinhard Schmidlin, von Schlierbach, in Toffen. Otto Melliger, Hans Schmid und Peter Marti führen Kollektivunterschrift zu zweien. Geschäftsdomicil: Schwarztortstrasse 79 (bei Otto Melliger).

Graubünden - Grisons - Grigioni

Nachtrag.
Graubündner Kantonalbank, in Chur, mit Zweigniederlassungen in Arosa, Davos, St. Moritz (SHAB. Nr. 61 vom 13.3.1968, S. 537). Datum der letzten Publikation: (SHAB. Nr. 25 vom 31.1.1968, S. 211).

Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de Boudry

4 mars 1968. Produits d'entretien.

Perucchi et Jordan, à Colombier. Georges Henri Perucchi, de Saicourt (Berne), à Colombier (Neuchâtel), et Louis Aimé Jordan, de Lussy (Fribourg), à Marin, commune de Marin-Epagnier, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} mars 1968. La société est engagée par la signature collective à deux des associés. Fabrication et vente de produits d'entretien «Belux». Rue du Château 4.

4 mars 1968.

Immobilière rue de la Plaine société à responsabilité limitée, à Boudry (FOSC, du 9. 6. 1958, N° 131, p. 1573). Jean-Edouard Veluzat, décédé, ne fait plus partie de la société; sa part de fr. 6000 a été cédée à Jacqueline Ribaux née Kramer, de Bevaix, à Neuchâtel, qui devient associée. Charles-Henry Schmid et Emmy-Frida Philippin alliée Tribolet ne font plus partie de la société. La part de Charles-Henry Schmid de fr. 7000 et celle de Emmy-Frida Philippin alliée Tribolet de fr. 7000 ont été cédées à Jacques Ribaux, de Bevaix, à Neuchâtel et réunies en une seule part de fr. 14000. Il devient ainsi associé. Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée des associés du 31 mars 1967, les statuts ont été modifiés en conséquence. Domicile légal: c/o M. Jacques Debrot, Av. du Collège 27 à Boudry. Bureau: Etude Jacques Ribaux, Promenade Noire 6, à Neuchâtel.

4 mars 1968. Immeubles.

Pré Landry S. à r. l., à Boudry. l'acquisition, l'exploitation et la vente d'immeubles, etc. (FOSC, du 18. 2. 1947, N° 40, p. 485). Jacques Ribaux, de Bevaix, à Neuchâtel, a été nommé gérant de la société avec signature individuelle en remplacement de Jean Veluzat, décédé, et dont la signature est radiée. Jean Veluzat ne fait plus partie de la société; sa part de fr. 2000 a été cédée à ses héritiers: Jean-Pierre Veluzat, de St-Blaise, à Marin, commune de Marin-Epagnier, et Marie-Louise Veluzat, de St-Blaise, à Neuchâtel, qui sont propriétaires indivis de la part de feu leur père et deviennent ainsi associés, le représentant commun est Marie-Louise Veluzat. Emilie Langer née Perrenoud et Marcel Thuillard ne font plus partie de la société. Leurs parts, respectivement de fr. 5000 et de fr. 3000 ont été cédées à Jacques Ribaux, de Bevaix, à Neuchâtel, et sont réunies en une seule part de fr. 8000. Il devient ainsi associé et gérant. L'associée Jacqueline Ribaux née Kramer est maintenant domiciliée à Neuchâtel. Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée des associés du 31 mars 1967, les statuts ont été modifiés en conséquence. Domicile légal: c/o M. Louis Kaeser, rue du Pré Landry 12, à Boudry. Bureau: Etude Jacques Ribaux, Promenade Noire 6, à Neuchâtel.

Bureau de La Chaux-de-Fonds

4 mars 1968. Blanchisserie, nettoyage chimique.

Suzanne Perucchi, à La Chaux-de-Fonds. Chef de la maison: Suzanne Perucchi née Dubois, de Stabio, à La Chaux-de-Fonds, épouse dûment autorisée de Michel. Service de blanchisserie et de nettoyage chimique. Rue Jaquet-Droz 6.

4 mars 1968. Immeubles.

La Greffière S.A. en liquidation, à La Chaux-de-Fonds, société immobilière (FOSC, du 8 décembre 1965, N° 287). La liquidation de la société étant terminée, cette raison sociale est radiée.

4 mars 1968. Machines outils.

José Ruedin, à La Chaux-de-Fonds. Achat et vente, exportation et importation de machines outils (FOSC, du 18. 12. 1967, N° 296, p. 4152). Le titulaire José Francisco Ruedin et son épouse Gisela née Daum ont adopté par contrat le régime de la séparation des biens.

4 mars 1968.

Maurice Gay, Brasserie Baloise, à La Chaux-de-Fonds. Chef de la maison: Maurice Antoine Gay, de Finhaut, à La Chaux-de-Fonds. Exploitation de la brasserie baloise. Rue du Premier-Mars 7a.

Bureau de Neuchâtel

4 mars 1968.

Pierre Senn, Garage Hironde, à Neuchâtel, exploitation d'un garage (FOSC, du 26. 4. 1966, N° 96, p. 1349). Procuration collective à deux est conférée à Edouard Baechler, de Rechthalen, à Aarberg et à Hans Mundwiler, de Tenniken, à Neuchâtel.

5 mars 1968. Appareils à musique, etc.

Discotecnie S. à r. l., à Neuchâtel, importation, achat, vente et exploitation d'appareils à musique et de tout autre appareil automatique (FOSC, du 5. 4. 1961, N° 78, p. 943). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 16 janvier 1968, la société a décidé sa dissolution. La liquidation est terminée. Cette raison sociale ne peut être radiée le consentement de l'autorité cantonale fiscale faisant défaut.

Genève — Genève — Genève

5 mars 1968. Achat et vente d'automobiles.

Autodif SA, à Genève, achat et vente de voitures automobiles, société anonyme dissoute par suite de faillite (FOSC, du 25. 1. 1968, p. 171). La procédure de faillite a été suspendue faute d'actif puis citée; la société est radiée d'office.

5 mars 1968. Pelletterie etc.

John Chouard, à Genève, commerce de pelletterie et fourrures confectionnées (FOSC, du 30. 11. 1950, p. 3076). Nouvelle adresse: 92, rue du Rhône.

5 mars 1968. Coiffeur, etc.

Robert Hirsig, à Genève. Chef de la maison: Robert Hirsig, d'Amsoldingen, à Genève. Salon de coiffure pour dames et vente de produits de beauté. 38, rue du Stand.

5 mars 1968. Oeuvres d'art.

«Galerie La Tour» H. Reimann, L. Martini & A. Vincent, à Genève, exposition d'œuvres d'art, société en nom collectif (FOSC, du 28. 1. 1965, p. 306). Adalbert Vincent n'est plus associé. Nouvelle raison sociale: «Galerie La Tour» H. Reimann & L. Martini.

5 mars 1968. Café.

Ida & Robert Trittenbass, à Meyrin, café à l'enseigne «Café de la Place», société en nom collectif (FOSC, du 19. 5. 1964, p. 1556). Robert-Jean Trittenbass n'est plus associé. La société est dissoute et radiée. L'associée Ida Trittenbass, maintenant à Meyrin, reste chargée de l'actif et du passif de la société dont elle continue les affaires sous la raison individuelle Ida Trittenbass.

5 mars 1968. Imprimerie, etc.

Société du Courrier, à Genève, imprimerie, publication d'un journal, etc. association (FOSC, du 27. 1. 1966, p. 292). L'administrateur Jean Bernasconi, jusqu'ici secrétaire a été nommé président; l'administrateur Jean Roch, (inscrit), a été nommé secrétaire, et l'administrateur Henri Flamand (inscrit), n'exerce plus les fonctions de président; ils continuent à signer collectivement à deux.

5 mars 1968. Industrie de l'acier, etc.

Allegheny Ludlum International SA, à Genève, produits de l'industrie de l'acier, etc. (FOSC, du 19. 9. 1963, p. 2670). Townson-Ames Wheeler, Henri-Paul Brechbühl et Henry Huguenin ne sont plus administrateurs; leurs pouvoirs sont radiés. Georges-C. Oehmli, des USA, à Pittsburgh (Pennsylvanie, USA), est membre du conseil d'administration avec signature individuelle.

5 mars 1968.

The American Express Company Incorporated Hartford et New York, succursale de Genève, à Genève, société anonyme (FOSC, du 15. 2. 1968, p. 331). Signature collective à deux a été conférée à Paul-Andrew Fornacac, des USA, à Genève, directeur de la succursale. Procuration collective à deux a été conférée à Peter-Hans Koefler, de Zurzach, à Brugg.

5 mars 1968.

Société Immobilière Bellevue-Clairière SA, à Genève (FOSC, du 14. 2. 1968, p. 322). Administration: Charles Bernheim (inscrit) nommé président, et Jean-Jacques Delacréaz, d'Yvorne, au Mont-sur-Lausanne, secrétaire, lesquels signent collectivement à deux.

5 mars 1968.

Société fiduciaire Bourquin Frères et Bérin, société anonyme, à Genève (FOSC, du 9. 5. 1967, p. 1575). Gérard Bourquin n'est plus administrateur; ses pouvoirs sont radiés. L'administrateur Gérard-Bourquin Bourquin (inscrit) a été nommé président; il continue à signer collectivement à deux. Victor Pfyffer, jusqu'ici directeur adjoint, a été nommé directeur; il continue à signer collectivement à deux. Walter-Otto Enz, jusqu'ici sous-directeur, a été nommé directeur adjoint; il continue à signer collectivement à deux.

5 mars 1968.

Cinebref SA, à Genève, spectacles cinématographiques, etc. (FOSC, du 24. 7. 1967, p. 2525). Nouvelle adresse: 18, rue Saint-Léger, chez Roland Steiner, avocat.

Abhanden gekommene Werttitel
Titres disparus - Titoli smarriti

Aufrufe - Sommations - Diffida

Der allfällige Besitzer der nachstehend aufgeführten Schuldbriefe wird hiermit aufgefordert, den betreffenden Titel innert Jahresfrist, von der Publikation im schweizerischen Handelsamtsblatt angerechnet, beim Gerichtspräsidium Arbon vorzulegen, ansonst der Titel als kraftlos erklärt wird:

- Schuldbrief von Fr. 2420.— vom 6. Mai 1918, haftend im 1. Rang auf Kat. Nr. 1762a des Grundbuches Kesswil (Schuldner und Pfand-eigentümer: Waldkorporation Kesswil; ursprünglicher Gläubiger: Daniel Gsell-Roth, Kesswil).
- Schuldbrief von Fr. 2500.— vom 26. Juli 1895, haftend im 2. Rang, mit Vorgang von Fr. 2500.— auf alter Kat. Nr. 2226 (neu E. Bn. 228) des Grundbuches Kesswil (Schuldner: Alphons Hollenstein-Hasenfratz, Kesswil; Gläubiger: Emma Steiger, Rheingoldstrasse 6, Schaffhausen).
- Schuldbrief von Fr. 9500.— vom 25. Juli 1904, haftend im 1. Rang auf Kat. Nr. 2530, 2531, 352, 353 des Grundbuches Hefenhofen, Pfandprot. Bd. 17/203/10532 (ursprünglicher Schuldner: Robert Schönhöfer, Auenhofen, ursprünglicher Gläubiger: Thurgauische Kantonalbank, Filiale Amriswil). (283^b)

9320 Arbon, den 11. März 1968

Gerichtspräsidium Arbon

Der unbekannte Inhaber der folgenden Titel:

- Inhaberbobligation 4 1/2% der Schweizerischen Volksbank, Nr. 15175, von nom. Fr. 5000.—, nebst Jahrescoupons per 17. Juni 1967 und ff.;
- zwei Kassaobligationen 4 1/2% der Schweizerischen Volksbank, Nrn. 78078/79, von nom. je Fr. 5000.—, nebst Jahrescoupons per 6. März 1967 und ff.;
- Inhaberbobligation 3 1/2% der Schweizerischen Volksbank, Nr. 9209, von nom. Fr. 1000.—, nebst Jahrescoupon per 25. März 1967;
- Stammanteil Nr. 215961 der Schweizerischen Volksbank, von nom. Fr. 500.—, mit Coupons Nr. 23 und ff.;

wird hiermit aufgefordert, die genannten Titel innert 6 Monaten, vom Tage der ersten Veröffentlichung an gerechnet, dem unterzeichneten Richter vorzulegen, widrigenfalls die Kraftlosklärung erfolgt. Auf diesen Titel ist ein gerichtliches Zahlungsverbot erlassen. (294^b)

3011 Bern, den 12. März 1968

Der Gerichtspräsident III i.V.:
W. Schorno

Es werden folgende Schuldurkunden vermisst:

- Inhaberschuldbrief von Fr. 10 000.—, ausgestellt am 8. Dezember 1924, lautend auf die Immobilienengossenschaft «Dos» (heute Immobilien-Aktiengesellschaft «Dos»), Rennweg 56, Zürich, als Schuldnerin, lastend im zweiten Rang auf der Liegenschaft Kat.-Nr. 3000 (früher 2545) der Schuldnerin an der mittleren Dorfstrasse in Wallisellen (Grundbuch Wallisellen Bd. 23, S. 439);
- Inhaberschuldbrief von Fr. 10 000.—, ausgestellt am 8. Dezember 1924, lautend auf die Immobilienengossenschaft «Dos» (heute Immobilien-Aktiengesellschaft «Dos»), Rennweg 56, Zürich, als Schuldnerin, lastend im dritten Rang auf der Liegenschaft Kat.-Nr. 3000 (früher 2545) der Schuldnerin an der mittleren Dorfstrasse in Wallisellen (Grundbuch Wallisellen Bd. 23, S. 441).

Der unbekannte Inhaber dieser Schuldbriefe und jedermann, der über diese Auskunft geben kann, wird hiermit aufgefordert, sich binnen Jahresfrist von der ersten Publikation im schweizerischen Handelsamtsblatt an bei der Bezirksgerichtskanzlei Bülach zu melden oder die Schuldbriefe vorzulegen, widrigenfalls diese kraftlos erklärt würden.

8180 Bülach, den 12. März 1968

(292^b)Im Namen des Bezirksgerichtes Bülach:
I. Abteilung

Le président du Tribunal du district de Courtelary somme le ou les détenteurs éventuels de la cédule hypothécaire au profit d'Arthur Maurer, du 24 janvier 1948, série II G, N° 102, valant Fr. 8400.— et de la cédule hypothécaire au profit du même, du 25 février 1961, série II, N° 9764, valant Fr. 27 000.—, grevant en 2^e et 3^e rangs, les immeubles N° 111, 138, 158, 239, 337, 392, 398, 405, 441, 659, 836 de Cortébert, et N° 334 de Gorgémont, d'une contenance totale de 746,62 ares et d'une valeur officielle de Fr. 28 250.— appartenant à Maurer Arthur, cultivateur à Cortébert, de les produire au greffe du Tribunal à Courtelary ou de se faire connaître dans un délai d'une année des la première publication dans la Feuille officielle suisse du commerce, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (279^a)

2608 Courtelary, le 8 mars 1968

Le président du Tribunal

Par décision du 13 mars 1968, le tribunal somme le détenteur inconnu de la cédule hypothécaire de Fr. 6000.—, premier rang, inscrite au registre foncier le 27 mai 1936 sous PJB 749, grevant la parcelle 2535 de la commune de Confignon, appartenant actuellement à Lancoud François Jacques Louis, de la déposer au greffe du tribunal dans le délai d'une année à compter de la première insertion du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. L.XV (291^b)

1211 Genève, le 15 mars 1968

Tribunal de première instance, Genève
F. Berdoz, greffier

Le président du Tribunal civil I du district de Neuchâtel, conformément aux articles 981 ss. CO, somme le détenteur du livret d'épargne N° 54, nominatif, de Fr. 10 094.50 au 31 décembre 1967, auprès de la Société coopérative de consommation de Neuchâtel et environs, de produire ce document jusqu'au 12 septembre 1968 au greffe du Tribunal du district de Neuchâtel, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

2000 Neuchâtel, le 12 mars 1968

(293^a)

Le président du Tribunal I: Rougemont

Le juge-instructeur du district de Sion, à la requête de la Banque Cantonale du Valais à Sion, agissant pour le Prof. Dr phil. Heinrich Reinhardt, à Pfaffhausen (Zürich), et son épouse Madame Reinhardt-Meier; somme le détenteur inconnu du titre ci-après de le déposer en notre greffe dans les six mois des la présente publication, sous peine d'en voir prononcer l'annulation (art. 983 et suivants CO):

Fr. 1000.— Obligation 4 1/2% Canton du Valais 1958, N°13809, au porteur, munie du coupon annuel; N° 5 au 31 mars 1963 et des suivants. (278^b)

1950 Sion, le 7 mars 1968

Louis de Riedmatten

Kraftloserklärungen

Annulations - Annullamenten

Le président du Tribunal civil I du district de Neuchâtel a, par ordonnance du 12 mars 1968, prononcé l'annulation du titre suivant:

Obligation hypothécaire, au porteur, de Fr. 12 000.—, inscrite le 24 juillet 1931 sous N° 212 au Registre foncier de Neuchâtel, grevant en deuxième rang les immeubles formant au cadastre de Neuchâtel les articles 5361 Draize, chemin de 156 m², et 6009 Draize, bâtiment, jardin de 717 m². (290)

2000 Neuchâtel, le 12 mars 1968

Le greffier du tribunal: W. Bianchi

Andere gesetzliche Publikationen
Autres publications légalesHISA-INTERNATIONAL Anlagefonds für
internationale Immobilienwerte, in LiquidationHISA-NATIONAL Anlagefonds für Immobilien
und Hypotheken in der Schweiz, in Liquidation

Entzug der Bewilligung und Ernennung eines Sachwalters gemäss Art. 44, Abs. 1, und Art. 45, Abs. 1, des Bundesgesetzes über die Anlagefonds vom 1. Juli 1966

- Der Hisa-Verwaltungs-AG von Anlagefonds, Zürich, wird die Bewilligung zur Führung der Geschäfte von Anlagefonds entzogen.
- Für die Anlagefonds Hisa-International und Hisa-National wird anstelle der geschäftsunfähigen Fondsleitung Hisa-Verwaltungs-AG von Anlagefonds, Zürich, Herr René E. Hatt, Immobilienkonsulent, Talacker 50, 8001 Zürich, als Sachwalter ernannt.

Gegen diese Verfügung ist die Verwaltungsgerichtsbeschwerde an das Schweizerische Bundesgericht zulässig, gemäss dem fünften Titel des Bundesgesetzes über die Organisation der Bundesrechtspflege vom 16. Dezember 1943. (AA. 113)

3001 Bern, den 14. März 1968

Eidgenössische Bankenkommission
Kammer für Anlagefonds

Begehren um Aenderung von Fondsreglementen

Die Intrag AG., Zürich, und die Schweizerische Bankgesellschaft Zürich haben als Fondsleistung bzw. als Depotbank am 29. Januar 1968 um die richterliche Genehmigung von Änderungen der bisherigen Fondsreglemente für die folgenden Wertschriftenfonds nachgesucht:

AMCA	FRANCIT
DENAC	GERMAC
ESPAC	ITAC
EURIT	

- Für die Fonds DENAC, ESPAC, GERMAC, EURIT und FRANCIT soll die Ziffer II, Lit. a, Punkt 5, der Gründungsverträge wie folgt abgeändert werden:
«Es dürfen jedoch, zum Verkehrswert im Zeitpunkt der Anlage berechnet, bis zu 5% des Fondsvermögens in nichtkотиerten Titeln angelegt werden.»
- Für die Fonds AMCA, EURIT, FRANCIT und ITAC sollen Ziffer II, lit. b, Punkt 3 des AMCA-Gründungsvertrages und Ziffer II, lit. a, Punkt 4 der übrigen Gründungsverträge wie folgt abgeändert werden:
«Es dürfen, zum Verkehrswert im Zeitpunkt der Anlage berechnet, nicht mehr als 7 1/2% des Fondsvermögens in Titeln der gleichen Gesellschaft angelegt werden, vorbehaltlich der Ausübung von Bezugsrechten.»

Die definitive Verhandlung über diese Begehren findet am 23. April 1968, um 14.30 Uhr, im Zimmer 137 im 1. Stock des Bezirksgerichtes Zürich statt. Die Anleger können ihre Einwendungen vorher schriftlich oder während der Verhandlung mündlich anbringen. (AA. 105^a)

Bezirksgerichtskanzlei Zürich, 4. Abteilung

Société Anonyme de Gestion Sagestio,
en liquidation, GenèveLiquidation et appel aux créanciers conformément
aux articles 742 et 745 CO.

Deuxième publication

Suivant décision de son assemblée générale extraordinaire du 12 mars 1968, la société a été dissoute et est entrée en liquidation.

Tous les créanciers de la société sont priés, conformément aux articles 742 et 745 du Code des obligations de faire connaître leurs réclamations d'ici au 30 avril 1968 auprès de la Société anonyme Fiduciaire Suisse, 3, rue du Mont Blanc, à Genève. (AA. 112^b)

1200 Genève, le 12 mars 1968

Les liquidateurs

Mitteilungen Communications Comunicazioni

Bundesratsbeschluss

über die Begrenzung und Herabsetzung der Zahl der kontrollpflichtigen ausländischen Arbeitskräfte

(Vom 28. Februar 1968)

Der Schweizerische Bundesrat, gestützt auf die Artikel 16, 18, Absatz 4 und 25 des Bundesgesetzes vom 26. März 1931 über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer, beschliesst:

I. Geltungsbereich

Art. 1. Dieser Beschluss ist auf alle öffentlichen und privaten Betriebe anwendbar.

Er findet mit Ausnahme der Artikel 11 bis 13 keine Anwendung auf

- a) land- und forstwirtschaftliche Betriebe;
- b) private Haushaltungen;
- c) öffentliche und private Spitäler, Heime und Anstalten, die der Erziehung, Ausbildung, Pflege oder Unterbringung von Kindern oder Erwachsenen dienen sowie Gemeinde- und Soldatenstuben;
- d) Praxen von Ärzten, Zahnärzten und Tierärzten sowie Betriebe von Zahnchirurgen und Orthopädesten;
- e) Internationale Organisationen, die religiösen oder gemeinnützigen Zwecken dienen oder die Interessen von Arbeitgeber- oder Arbeitnehmerorganisationen vertreten, soweit sie nicht auf Grund eines Abkommens mit der Schweiz im Genuss von Privilegien und Immunitäten stehen.

II. Betriebsweise Begrenzung des Bestandes an Jahresaufenthaltern

Art. 2. Ausländerbestand. Für jeden Betrieb, der kontrollpflichtige Jahresaufenthalter beschäftigt, wird ein Ausländerbestand festgelegt, der ohne Bewilligung der zuständigen Behörde nicht erhöht werden darf.

Nicht zum Ausländerbestand gehören:

- a) die Saisonarbeitskräfte und die Grenzgänger;
- b) die lichtensteinsten Landesbürger;
- c) die von der Eidgenössischen Polizeibehörde anerkannten Flüchtlinge;
- d) weitere vom Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement bezeichnete Ausländer.

Als Ausgangsbestand gilt die Zahl der am 1. März 1965 und im Baugewerbe die Zahl der am 1. März 1968 beschäftigten Jahresaufenthalter. Weist der Arbeitgeber nach, dass der Ausländerbestand am Stichtag niedriger war als im Durchschnitt des Vorjahres, so ist auf diesen Durchschnitt abzustellen.

Art. 3. Entlassung aus dem Ausländerbestand. Vom Inkrafttreten dieses Beschlusses an werden Ausländer, die sich während sieben oder mehr Jahren ununterbrochen und ordnungsgemäss in der Schweiz aufgehalten haben, und vom Jahr 1969 an Ausländer mit fünf- oder mehrjähriger Aufenthaltsdauer aus dem Ausländerbestand entlassen.

Die Entlassung aus dem Ausländerbestand erfolgt von Amtes wegen oder auf Gesuch des Ausländers.

Der Ausländerbestand des einzelnen Betriebes wird um die Zahl der aus dem Ausländerbestand entlassenen Ausländer herabgesetzt.

Art. 4. Prozentuale Herabsetzung des Ausländerbestandes. Unabhängig von der Herabsetzung gemäss Artikel 3 haben die Arbeitgeber, unter Vorbehalt von Absatz 3, den Ausländerbestand ihrer Betriebe in zwei Stufen um weitere 5 vom Hundert, zusammen mit den bisherigen Abbaugrößen um insgesamt 17 vom Hundert des Ausgangsbestandes gemäss Artikel 2, Absatz 3, herabzusetzen.

Die erste Herabsetzung um 3 vom Hundert erfolgt bis zum 30. November 1968; eine weitere Herabsetzung um 2 vom Hundert erfolgt bis zum 30. November 1969, sofern sich Ende des Jahres 1968 ergibt, dass die Stabilisierung der Zahl der erwerbstätigen Jahresaufenthalter und Niedergelassenen nicht erreicht ist oder nicht durch andere gleichwertige Massnahmen erreicht werden kann.

Im Baugewerbe beträgt die Herabsetzung 3 und 2 vom Hundert des Ausgangsbestandes gemäss Artikel 2, Absatz 3.

Bruchteile von mehr als einer halben Arbeitskraft, die sich bei der Herabsetzung ergeben, sind auf eine Einheit aufzurunden.

III. Ausnahmebewilligungen

Art. 5. Grundsatz. Ausnahmebewilligungen zur Erhöhung des Ausländerbestandes oder zur Befreiung von der Pflicht zur Herabsetzung des Ausländerbestandes werden nur erteilt, sofern die Voraussetzungen gemäss Artikel 6 bis 8 erfüllt sind.

Jährlich dürfen höchstens für 9000 Arbeitskräfte Ausnahmebewilligungen gemäss Artikel 6 bis 8 erteilt werden.

Die gemäss Artikel 6 und 7 erteilten Ausnahmebewilligungen verfallen, sofern von ihnen nicht innert einer angemessenen, in der Bewilligung festzusetzenden Frist Gebrauch gemacht wird.

Art. 6. Ausnahmebewilligungen zur Erhöhung des Ausländerbestandes. Ausnahmebewilligungen zur Erhöhung des Ausländerbestandes werden erteilt, wenn der Gesuchsteller nachweist:

- a) dass ein ausgesprochener Notstand vorliegt;
- b) dass die nachgesuchten Arbeitskräfte für die wissenschaftliche Forschung oder die industrielle Entwicklung eines Erzeugnisses oder Verfahrens notwendig sind;
- c) dass die nachgesuchten Arbeitskräfte über eine besondere Ausbildung verfügen müssen, die in der Schweiz nicht erworben werden kann.

Ausnahmebewilligungen zur Erhöhung des Ausländerbestandes werden ausserdem erteilt, wenn wichtige gesamtschweizerische Interessen es erfordern oder wenn sie für die wirtschaftliche Entwicklung eines Kantons von besonderer Bedeutung sind.

Die Unmöglichkeit, den Beschränkungsvorschriften nicht unterstellte Arbeitskräfte zu finden, stellt für sich allein noch keinen ausgesprochenen Notstand dar.

Art. 7. Neue Betriebe und Betriebsvergrößerungen. Ausnahmebewilligungen zur Beschäftigung von Jahresaufenthaltern können neuen Betrieben bis zu höchstens 25 vom Hundert der im Betrieb tatsächlich beschäftigten Arbeitnehmer erteilt werden, sofern der Betrieb ohne ausländische Arbeitskräfte nicht lebensfähig wäre und die auf die Arbeitskraft durchschnittlich entfallende Leistung bedeutend höher ist als in gleichartigen Betrieben.

Erhöhungen des Ausländerbestandes für Betriebsvergrößerungen können bewilligt werden, sofern die neuen Anlagen ohne zusätzliche ausländische Arbeitskräfte nicht betrieben werden können und durch die Betriebsvergrößerung die im Betrieb auf die Arbeitskraft durchschnittlich entfallende Leistung bedeutend verbessert und der bisherige Anteil der Ausländer am Personalbestand nicht erhöht wird.

Art. 8. Befreiung von der Pflicht zur Herabsetzung des Ausländerbestandes. Arbeitgeber, die durch Rationalisierungsmassnahmen die auf die Arbeitskraft durchschnittlich entfallende Leistung erheblich erhöht und dadurch ihren Personalbestand in den der Einreichung des Gesuches vorangehenden sieben Jahren bedeutend vermindert haben, können ganz oder teilweise von der Pflicht zur Herabsetzung des Ausländerbestandes gemäss Artikel 4 befreit werden.

IV. Branchenweise Begrenzung des Bestandes an Saisonarbeitskräften

Art. 9. Höchstzahlen für Saisonarbeitskräfte. Für das Baugewerbe, das Gastgewerbe und für alle übrigen Erwerbszweige, die regelmässig Saisonarbeitskräfte beschäftigen, wird ausser dem betriebsweisen Ausländerbestand für Jahresaufenthalter gemäss Artikel 2 je eine gesamtschweizerische Höchstzahl an ausländischen Saisonarbeitskräften festgesetzt. Diese Höchstzahl beträgt einschliesslich eines vom Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit festzusetzenden Reservekontingentes:

- a) für das Baugewerbe 110 000;
- b) für das Gastgewerbe 21 000;
- c) für alle übrigen Erwerbszweige, die regelmässig Saisonarbeitskräfte beschäftigen, 16 000.

Art. 10. Zuzugssperre. Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement kann die Zulassung von Saisonarbeitskräften sperren, sobald die Zahl der seit Jahresbeginn erteilten neuen Aufenthaltsbewilligungen die Höchstzahlen gemäss Artikel 9, abzüglich des Reservekontingentes, erreicht hat.

Nach Erlass der Zuzugssperre dürfen erstmalige Aufenthaltsbewilligungen und Zusicherungen für die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen für neu im Ausland angeworbene Arbeitskräfte, unter Vorbehalt von Absatz 3, nicht mehr erteilt werden.

Im Rahmen des Reservekontingentes können nach Erlass der Zuzugssperre einzelnen Betrieben Saisonarbeitskräfte zugeteilt werden, sofern die Voraussetzungen gemäss Artikel 6 und 7 erfüllt sind.

V. Stellen- und Berufswechsel

Art. 11. Stellenwechsel von Ausländern mit weniger als fünfjähriger Aufenthaltsdauer. Bewilligungen zum Stellenwechsel werden Jahresaufenthaltern im ersten Aufenthaltsjahr und Saisonarbeitskräften während der Dauer der Saison nur erteilt:

- a) wenn das Dienstverhältnis auf eine kürzere Dauer abgeschlossen war oder wenn sich eine kürzere Dauer aus der Natur des Dienstverhältnisses ergibt;
- b) wenn das Dienstverhältnis im gegenseitigen Einvernehmen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer aufgelöst worden ist;
- c) wenn der Arbeitgeber das Dienstverhältnis kündigt aus Gründen, die nicht in der Person des Arbeitnehmers liegen.

Nach einjähriger Aufenthaltsdauer ist der Stellenwechsel zu bewilligen, wenn das bisherige Dienstverhältnis ordnungsgemäss aufgelöst worden ist und wenn dem Antritt der neuen Stelle nach den Vorschriften des Bundes nichts entgegensteht.

Vorbehalten bleibt die Auflösung des Dienstverhältnisses aus wichtigen Gründen gemäss Artikel 352 des Obligationenrechts.

Art. 12. Stellenwechsel von Ausländern mit mehr als fünfjähriger Aufenthaltsdauer. Der Stellenwechsel von Ausländern mit fünf und mehr Aufenthaltsjahren richtet sich unter Vorbehalt dieses Beschlusses nach den von der Schweiz abgeschlossenen bilateralen und multilateralen Abkommen.

Ausländern, die durch eine Verfügung auf Grund von Artikel 3 aus dem Ausländerbestand entlassen wurden, ist der Stellenwechsel ohne weiteres zu bewilligen.

Absatz 2 findet auch Anwendung auf Ausländer, die gemäss Artikel 1, Absatz 2 und Artikel 2, Absatz 2, Buchstabe c und d, nicht zum Ausländerbestand gehören und sich vom Inkrafttreten dieses Beschlusses an während sieben oder mehr Jahren oder vom Jahr 1969 an während fünf oder mehr Jahren ununterbrochen und ordnungsgemäss in der Schweiz aufgehalten haben.

Art. 13. Berufswechsel. Der Berufswechsel von Ausländern mit fünf und mehr Aufenthaltsjahren richtet sich unter Vorbehalt dieses Beschlusses nach den von der Schweiz abgeschlossenen bilateralen und multilateralen Abkommen.

Für die in Artikel 12, Absatz 2 und 3 genannten Ausländer ist der Berufswechsel ohne weiteres zu bewilligen.

Ausländer, die im Betrieb des bisherigen Arbeitgebers eine andere als die bewilligte Tätigkeit ausüben wollen, bedürfen hierzu einer Bewilligung, die zu erteilen ist, wenn das Dienstverhältnis mindestens ein Jahr gedauert hat.

VI. Durchführung und Zuständigkeit

Art. 14. Festsetzung und Herabsetzung des Ausländerbestandes. Die Festlegung der Ausländerbestände gemäss Artikel 2 und die Herabsetzung des Ausländerbestandes gemäss Artikel 3 und 4 ist Sache der zuständigen Arbeitsämter. Vorbehalten bleibt Artikel 17, Absatz 1, Buchstabe c.

Die kantonalen Fremdenpolizeibehörden treffen die Verfügungen über die Entlassung aus dem Ausländerbestand und teilen den zuständigen Arbeitsämtern die Namen der aus dem Ausländerbestand entlassenen Ausländer sowie den Namen ihres Arbeitgebers mit.

Die Ausländerausweise der aus dem Ausländerbestand entlassenen Ausländer sind von den kantonalen Fremdenpolizeibehörden deutlich zu kennzeichnen.

Art. 15. Ausländerverzeichnisse nach Betrieben. Die zuständigen Arbeitsämter haben ein Verzeichnis zu führen, aus dem für jeden Betrieb der zulässige Ausländerbestand sowie die Zahl der vom Betrieb tatsächlich beschäftigten Jahresaufenthalter und deren Personalien ersichtlich sind.

Art. 16. Einreichung von Ausnahmegesuchen. Gesuche um Erteilung von Ausnahmebewilligungen gemäss Artikel 6 bis 8 und um Zuteilung von Saisonarbeitskräften gemäss Artikel 10, Absatz 3, sind beim zuständigen Arbeitsamt einzureichen.

Das zuständige Arbeitsamt stellt die Gesuche mit den Angaben über den Personalbestand im ganzen und den Ausländerbestand am allfälligen Vorantritt und einem begründeten Antrag dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit zu.

Art. 17. Zuständigkeit des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit. Das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit ist zuständig:

- a) für die Erteilung von Ausnahmebewilligungen gemäss Artikel 6 bis 8;
- b) für die Zuteilung von Saisonarbeitskräften gemäss Artikel 10, Absatz 3;
- c) zur Festlegung des Bestandes an Jahresaufenthaltern für Unternehmungen, die in mehr als einem Kanton tätig sind sowie für Betriebe des Baugewerbes, die sich an Gemeinschaftsunternehmen beteiligen.

Mit der Festlegung des Bestandes an Jahresaufenthaltern für Unternehmungen, die in mehr als einem Kanton tätig sind, kann das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit einen Arbeitsamt beauftragen.

Die Entscheide des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit über die Erteilung von Ausnahmebewilligungen, die Zuteilung von Saisonarbeitskräften und die Festlegung des Ausländerbestandes werden dem Gesuchsteller eröffnet unter Zustellung eines Doppels an das zuständige Arbeitsamt.

Art. 18. Kontrolle durch die Arbeitsmarktbeförden. Das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit und die zuständigen Arbeitsämter können vom Arbeitgeber Belege für seine Angaben über den Ausländerbestand und den gesamten Personalbestand verlangen und Kontrollen in den Betrieben anordnen, um die Richtigkeit der Angaben zu prüfen.

Art. 19. Auskunfts- und Meldepflicht des Arbeitgebers. Die Auskunftspflicht der Arbeitgeber richtet sich nach Artikel 3, Absatz 2 des Bundesgesetzes vom 26. März 1931 über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer und umfasst alle Angaben, die zur Ermittlung des Ausländerbestandes erforderlich sind.

Die Arbeitgeber haben dem zuständigen Arbeitsamt den Stellenantritt und die Beendigung des Dienstverhältnisses der zum Ausländerbestand gehörenden Arbeitskräfte zu melden.

Art. 20. Zustimmungsverfahren. Aufenthaltsbewilligungen für ausländische Arbeitskräfte, die entgegen dem Antrag des zuständigen Arbeitsamtes durch die kantonalen Fremdenpolizeibehörden erteilt werden, bedürfen der Zustimmung durch die Eidgenössische Fremdenpolizei.

Auf Antrag des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit unterstellt die Eidgenössische Fremdenpolizei Aufenthaltsbewilligungen dem Zustimmungsverfahren.

Art. 21. Beschwerden. Gegen Entscheide der zuständigen Arbeitsämter kann nach Massgabe des kantonalen Rechts Beschwerde erhoben werden.

Gegen Entscheide des Bundesamtes für Industrie, Gewerbe und Arbeit im Sinne von Artikel 17, Absatz 1, ist die Beschwerde gemäss Artikel 23bis des Bundesgesetzes vom 26. März 1914 über die Organisation der Bundesverwaltung bzw. nach Artikel 124 ff. des Bundesgesetzes vom 16. Dezember 1943 über die Organisation der Bundesrechtspflege zulässig.

Art. 22. Strafbestimmungen. Widerhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses sind gemäss Artikel 23 des Bundesgesetzes vom 26. März 1931 über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer strafbar.

Gegen fehlbare Arbeitgeber ist Strafanzeige zu erstatten.

Art. 23. Administrative Massnahmen. Unabhängig von der Einleitung eines Strafverfahrens sind Gesuche fehlerhafter Arbeitgeber um Verlängerung von Bewilligungen oder um Zulassung neuer Arbeitskräfte entsprechend der Schwere der Widerhandlung abzulehnen oder nur teilweise zu bewilligen.

Gesuche um Verlängerung von Bewilligungen oder um Zulassung neuer Arbeitskräfte sind abzulehnen oder nur teilweise zu bewilligen, wenn der Arbeitgeber Ausländern vor der Entlassung aus dem Ausländerbestand kündigt, um damit die Bestimmungen über die Herabsetzung des Ausländerbestandes zu umgehen.

VII. Schlussbestimmungen

Art. 24. Oberaufsicht und Durchführungsvorschriften. Das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement und das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement üben die Oberaufsicht über den Vollzug dieses Beschlusses aus.

Sie sind ermächtigt, Vorschriften zur Durchführung dieses Beschlusses zu erlassen, insbesondere einheitliche Formulare vorzuschreiben sowie Mindestanforderungen für die Führung der Ausländerregister und die Durchführung statistischer Erhebungen aufzustellen.

Art. 25. Inkrafttreten. Dieser Beschluss tritt am 7. März 1968 in Kraft.

Auf diesen Zeitpunkt wird der Bundesratsbeschluss vom 26. Februar 1965 über die Begrenzung und Herabsetzung des Bestandes an ausländischen Arbeitskräften mit den Änderungen vom 1. März 1966 und 10. Februar 1967 aufgehoben.

Verfügung

des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements betreffend den Vollzug des Bundesratsbeschlusses über die Begrenzung und Herabsetzung der Zahl der kontrollpflichtigen ausländischen Arbeitskräfte

(Vom 28. Februar 1968)

Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement, im Einvernehmen mit dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement, gestützt auf Artikel 24 des Bundesratsbeschlusses vom 28. Februar 1968 über die Begrenzung und Herabsetzung der Zahl der kontrollpflichtigen ausländischen Arbeitskräfte (nachstehend Bundesratsbeschluss genannt) verfügt:

I. Geltungsbereich

Art. 1. Der Bundesratsbeschluss ist nicht anwendbar auf öffentliche Verwaltungen. Diesen sind gleichgestellt die öffentlichen Schulen, die Strassenreinigung, die Kehrichtbeseitigung, die Wasserversorgung und Abwasserreinigung.

Zu den land- und forstwirtschaftlichen Betrieben, welche dem Bundesratsbeschluss nicht unterstellt sind, gehören auch Gartenbaubetriebe, Pilzzuchtbetriebe und Fischzuchtanlagen.

II. Ausländerbestand

Art. 2. Als Jahresaufenthalter, die zum Ausländerbestand gehören, gelten Ausländer, welche eine nicht auf eine Saison befristete Aufenthalts- oder Toleranzbewilligung besitzen, die zum Stellenantritt berechtigt. Nicht zum Ausländerbestand gehören ausser den im Artikel 2, Absatz 2, Buchstaben a, b und c des Bundesratsbeschlusses genannten Personen:

- a) diplomierte Apotheker in Apotheken sowie diplomierte Heilgymnasten und Heilmassseure;
- b) Bezüger von Altersrenten und Invalide;
- c) teilweise beschäftigte Personen, sofern sie nicht mehr als während der Hälfte der im Betrieb üblichen Arbeitszeit arbeiten;
- d) minderjährige Kinder von kontrollpflichtigen Ausländern, denen der Familiennachzug bewilligt wurde, sofern sie in einem Lehrverhältnis stehen;
- e) Stagiaires, die auf Grund eines Stagiaireabkommens in der Schweiz tätig sind, sowie andere Ausländer, welche während längstens 18 Monaten zur beruflichen Ausbildung in einem schweizerischen Betrieb arbeiten, um anschliessend bei ausländischen Zweig- oder Tochterbetrieben oder Lizenznehmern tätig zu sein;
- f) Arbeitskräfte aus Entwicklungsländern, die im Rahmen von Aktionen der Technischen Zusammenarbeit oder aus einem ähnlichen Anlass kurzfristig zur weiteren Ausbildung im Betrieb tätig sind;
- g) Schüler und Studenten, die während der Ferien eine bezahlte Arbeit leisten, sowie vereinzelt, während längstens drei Monaten gegen Entgelt beschäftigte Ausländer.

Art. 3. Vorübergehende Überschreitung des Ausländerbestandes. Ausnahmsweise dürfen ausländische Arbeitskräfte über den zulässigen Bestand hinaus zugelassen werden, wenn dies beim Personalwechsel zur Vermeidung von ernsthaften Schwierigkeiten im Betrieb unbedingt erforderlich ist und wenn feststeht, dass die Überschreitung innert kurzer Zeit wieder abgebaut wird.

Art. 4. Berechnung der Aufenthaltsdauer für die Entlassung aus dem Ausländerbestand. Die für die Entlassung aus dem Ausländerbestand gemäss Artikel 3, Absatz 1, des Bundesratsbeschlusses massgebende Aufenthaltsdauer wird vom Datum der letzten Einreise an berechnet. Bei der Umwandlung von Saison- in Jahresbewilligungen gilt die für die Erteilung der Niederlassungsbewilligungen anrechenbare Aufenthaltsdauer.

Ihrer Natur nach vorübergehende Aufenthalte, wie beispielsweise Studien- und Kuraufenthalte, werden nicht angerechnet.

III. Ausnahmen

Art. 5. Nachweis von Ausnahmegründen. Arbeitgeber, die sich auf die Artikel 6 bis 8 des Bundesratsbeschlusses berufen, haben dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit auf Verlangen Einblick in ihre Bücher und Korrespondenzen zu gewähren.

Das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit kann im Einvernehmen mit dem Gesuchsteller auf dessen Kosten die nötigen Untersuchungen durch Sachverständige vornehmen lassen.

Art. 6. Ausnahmebewilligungen für Forschung und Entwicklung. Ausnahmebewilligungen für die wissenschaftliche Forschung und die industrielle Entwicklung dürfen erteilt werden für:

- hochbefähigte Arbeitskräfte;
- Hilfskräfte, jedoch höchstens zwei für jede ausnahmsweise bewilligte hochbefähigte Arbeitskraft.

Art. 7. Neue Betriebe. Ausnahmebewilligungen zur Beschäftigung von Jahresaufenthaltern in neuen Betrieben sind zu verweigern, wenn die Neugründung der Umgehung von Vorschriften über die Begrenzung und Herabsetzung des Ausländerbestandes dient.

IV. Bestimmungen für Saisonarbeitskräfte

Art. 8. Betriebe des Baugewerbes. Als Betriebe des Baugewerbes im Sinne von Artikel 9 des Bundesratsbeschlusses gelten solche, die vorwiegend Arbeitskräfte der Berufsgruppe «Baubetriebe» beschäftigen.

Art. 9. Saisonbetriebe im Gastgewerbe. Aufenthaltsbewilligungen für Saisonarbeitskräfte dürfen nur für den Stellenantritt in Saisonbetrieben des Gastgewerbes erteilt werden.

Als Saisonbetriebe des Gastgewerbes gelten Betriebe, die nur während bestimmten Zeiten des Jahres geöffnet sind, sowie Betriebe, die das ganze Jahr geöffnet sind, aber eine oder mehrere jahreszeitliche Beschäftigungsspitzen aufweisen.

Art. 10. Zusicherungen für die Wiedereinreise. Die Zahl der Zusicherungen für die Wiedereinreise von Saisonarbeitskräften darf die Höchstzahl der vom Betrieb im Vorjahr tatsächlich beschäftigten Saisonarbeitskräfte nicht übersteigen.

Die Geltungsdauer der Zusicherungen für Saisonarbeitskräfte im Baugewerbe ist auf sechs Wochen zu befristen.

V. Stellenwechsel

Art. 11. Wird ein Gesuch um Bewilligung des Stellenwechsels, entgegen den geltenden Vorschriften, erst nach Antritt der neuen Stelle eingereicht und kann ihm nicht entsprechen werden, so hat der Ausländer an seinen bisherigen Arbeitsplatz zurückzukehren oder auszuweichen.

VI. Zuständigkeit und Durchführung

Art. 12. Zuständige Arbeitsämter. Zuständige Arbeitsämter im Sinne des Bundesratsbeschlusses sind die kantonalen Arbeitsämter sowie diejenigen städtischen Arbeitsämter, die vom Kanton zur Begutachtung von Aufenthaltsangelegenheiten kontrollpflichtiger Ausländer als zuständig erklärt worden sind.

Art. 13. Angaben des Arbeitgebers. Bei der Einreichung eines Gesuches um Erteilung einer Ausnahmebewilligung im Sinne von Artikel 6 bis 8 des Bundesratsbeschlusses hat der Arbeitgeber den Ausländerbestand und den gesamten Personalbestand seines Betriebes im Zeitpunkt der Einreichung des Gesuches anzugeben.

VII. Schlussbestimmungen

Art. 14. Ueberwachung des Vollzuges. Das Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit überwacht die Durchführung des Bundesrats-

beschlusses durch die zuständigen Arbeitsämter, insbesondere die Festsetzung und die Kontrolle der zulässigen Ausländerbestände, und erstattet dem Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement Bericht über festgestellte Mängel.

Art. 15. Inkrafttreten. Diese Verfügung tritt am 7. März 1968 in Kraft.

Auf diesen Zeitpunkt wird die Verfügung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 4. März 1965 betreffend den Vollzug des Bundesratsbeschlusses über die Begrenzung und Herabsetzung des Bestandes an ausländischen Arbeitskräften mit den Änderungen vom 1. März 1966 und 14. Februar 1967 aufgehoben.

63. 15. 3. 68

République fédérale du Cameroun

Libération des relations financières avec l'étranger

Abrogée la réglementation des changes antérieure, la loi (N° 67/L.F./22) du 12 juin 1967 a libéré les relations financières de la République fédérale du Cameroun avec l'étranger, tout en confiant cependant au gouvernement la faculté de déroger, par décret, à la mesure dont il s'agit pour sauvegarder les intérêts du pays. Sous réserve des dispositions ci-dessus, la loi n'a pas modifié en revanche le régime applicable aux importations et aux exportations de marchandises et à la réglementation afférente aux assurances, aux réassurances et à la capitalisation.

Pour tenir compte de cette loi, le décret (N° 67/D.F./365), du 21 août 1967, ayant pris effet le 1^{er} juillet dernier, mais dont les modalités d'application devaient toutefois être fixées par arrêté, a assujéti les opérations suivantes, selon le cas et sous réserve de certains tempéraments, à autorisation préalable du ministère du commerce et de l'industrie ou à déclaration préalable auprès de ce dernier:

- les investissements directs effectués à l'étranger par des personnes physiques ou morales ayant leur résidence habituelle ou leur siège au Cameroun;
- les investissements directs constitués par des étrangers au Cameroun;
- les emprunts à l'étranger qui ne sont pas contractés par des banques ou liés à des transactions commerciales lorsque leur montant excède 50 millions de francs CFA¹⁾, leur durée deux ans et le taux d'intérêt 6% l'an, un simple compte rendu étant en revanche suffisant pour les emprunts ne dépassant pas ce montant, cette durée et ce taux;
- les prêts à l'étranger non liés directement au financement de transactions commerciales lorsque leur montant outrepassse 50 millions de francs CFA, leur durée excède deux ans et le taux d'intérêt 6% l'an, un simple compte rendu étant toutefois suffisant pour les prêts ne dépassant pas ce montant, cette durée et ce taux;
- émission, exposition, mise en vente et introduction de valeurs mobilières étrangères sur le marché camerounais;
- exportation de toutes pièces de monnaie, pièces d'or exclues, et de tous billets de banque.

Conformément aux engagements internationaux souscrits par la République fédérale du Cameroun, les opérations prémentionnées ne sont pas assujétiées cependant, sous réserve il est vrai de certaines exceptions, à autorisation ou à déclaration ou à la présentation d'un compte

rendu lorsqu'elles sont réalisées entre la République fédérale du Cameroun, d'une part, et, d'autre part, la République française et la Principauté de Monaco, les Etats membres de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale²⁾, les pays³⁾ membres de l'Union monétaire de l'Ouest africain et Madagascar.

Le ressort par ailleurs du décret que l'importation et l'exportation de l'or, sous toutes ses formes, demeurent soumises à la réglementation en vigueur en la matière.

Le décret du 21 août 1967 a déterminé enfin quelles sont les modalités de collecte des informations nécessaires à l'établissement de la balance des paiements extérieurs, le ministère du commerce et de l'industrie étant habilité à dresser la synthèse des renseignements recueillis et à élaborer cette balance.

Par l'arrêté (N° 38/MINCI) du 6 janvier 1968, entré en vigueur le 1^{er} du même mois, les autorités camerounaises ont fixé les modalités d'application du décret du 21 août 1967 et prescrit simultanément l'application de dispositions transitoires envers les opérations visées par ce dernier, pour lesquelles des autorisations individuelles avaient été délivrées, au titre de la réglementation des changes antérieurs, avant le 1^{er} juillet 1967 ou des demandes avaient été présentées avant cette date.

La division du commerce du Département fédéral de l'économie publique, à Berne, donnera de plus amples renseignements au sujet de la réglementation camerounaise ci-dessus aux intéressés qui lui en feront la demande par écrit.

¹⁾ 100 francs CFA (Communauté financière africaine = 1,77 franc environ.

²⁾ Outre la République fédérale du Cameroun, l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale englobe la République gabonaise, centrafricaine, du Congo (Brazzaville) et du Tchad.

³⁾ République togolaise, islamique de Mauritanie, du Sénégal, de Côte d'Ivoire, du Niger, du Dahomey et de Haute-Volta.

63. 15. 3. 68

Auslandspostüberweisungsdienst Service international des virements postaux

Umrechnungskurs ab 15. März 1968 - Cours de conversion dès le 15 mars 1968

Belgien und Luxemburg/Belgique et Luxembourg: Fr. 8.77%; Dänemark/Danemark: Fr. 58.60; Deutschland/Allemagne: Fr. 109.35; Frankreich/France: Fr. 88.40; Italien/Italie: Fr. -69%; Marokko/Maroc: Fr. 86.90; Niederlande/ Pays-Bas: Fr. 121.-; Norwegen/Norvège: Fr. 61.-; Oesterreich/Autriche: Fr. 16.84; Schweden/Suède: Fr. 84.25.

Grossbritannien und Irland (Eire)*)/Grande-Bretagne et Irlande (Eire)*): 1 £ Sterl. = Fr. 10.46*. Zahlungen durch Vermittlung der (paiements par intermédiaire de la) Swiss Bank Corporation, London; Postcheckrechnung Nr. 40-600 Basel/Bâle.

63. 15. 3. 68

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern.
Redaktion: Div. du commerce du Départ. féd. de l'économie publ., Berne.

Untere Iller Aktiengesellschaft, München

Rückzahlung von Obligationen der 4 1/8% Anleihe 1928/53

Der gemäss Ziffer 4 der Anleihebedingungen am 31. Mai 1968 zu leistende Tilgungsbetrag wird zur Rückzahlung von Fr. 297 000 nom. Obligationen verwendet, die in den Büros der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich, am 8. März 1968 durch das Los bestimmt wurden. Diese Titel, deren Nummern nachstehend aufgeführt sind, gelangen vom 31. Mai 1968 an bei den auf den Obligationen angegebenen Zahlstellen zum Nennwert zuzüglich einer Prämie von 1% spesenfrei zur Rückzahlung.

280 Titel zu Fr. 1000.- nom.

12	981	1858	2801	3853	4800	5750/1
105	1002	1898	2803	3868	4816	5753
110	1005	1911	2818	3878	4883	5768
137	1049	1920	2830	3899	4901	5786
155	1071	1960	2899	3920	4910	5865
157	1100	1998/9	2901	3935	4967	5886
179	1127	2002	2919	3938	4974	5908
195	1134	2008	3028	3951	4984	5924
200	1142	2012	3047	3954	5003	5942
220	1157	2049/50	3062	3970	5048	5947
224	1161	2088	3066	3997	5080	5952
253	1188	2097	3095	4075	5082	5961
258	1265/6	2122	3112	4101	5122/4	6001
269	1291	2191	3131	4107	5130	6031
275	1309	2204	3137	4118	5134	6071
332	1332	2209	3148	4136	5184	6081
358	1339	2217	3257	4181	5188	6089
381	1384	2226	3390	4189	5222	6092
400	1403	2244	3424	4206	5229	6111
421	1435	2269	3426	4230/1	5241	6122
432	1437	2294	3429	4244	5280	6146
458	1467	2303	3438	4246	5308	6296
481	1474/5	2318	3451	4257	5330	6304
499	1490	2335	3458	4291	5364	6319/21
545	1495	2397	3501	4307	5398	6333
555	1511	2495	3542	4342	5402	6350/1
582	1554	2501	3549	4347	5415	
626	1559	2525	3551	4394	5434	
629	1568	2532/3	3577	4404	5441	
633	1573/4	2567	3618	4436	5466	
659	1582	2613	3667	4450	5476	
726	1594	2623	3670	4462	5514	
779	1624	2669	3689	4482	5516	
791	1675	2675	3696	4511	5587	
874	1710	2685	3705	4566	5639	
885	1794	2698	3727	4578	5653	
888	1817	2769	3735	4593	5655	
909	1835	2778	3749	4614	5669	
958	1841	2783	3763	4656	5675	
969/70	1849	2799	3768	4678	5700	

34 Titel zu Fr. 500.- nom.

46	288	416	607
98	302	443	623
125	325	455	635
132	332	471	648
134	341	479	662
138	369	521	843
153	379	532	
171	398	536/7	
283	404	586	

Die Verzinsung dieser Stücke hört mit dem Verfalltag auf. Die Titel sind mit sämtlichen unverfallenen Coupons einzureichen.

Von den Auslosungen der Vorjahre sind noch folgende Obligationen ausstehend:

6 Obligationen zu Fr. 1000.- nom.

Nr. 864 (67)
Nr. 2011 (67)
Nr. 3512 (67)
Nr. 3827 (66)
Nr. 4550 (67)
Nr. 4552 (67)
Nr. 577 (67)

1 Obligation zu Fr. 500.- nom.

Zürich, den 8. März 1968

Im Auftrag:
SCHWEIZERISCHE KREDITANSTALT

Seilbahnen Obersaxen AG.

Einladung zu einer ausserordentlichen Generalversammlung

auf Samstag, den 30. März 1968, um 14.30 Uhr, im Hotel Central, in Obersaxen-Meierhof

Traktanden:

- Protokoll der Gründungsversammlung vom 24. Juni 1967.
- Orientierung über Bau und Betrieb der Anlagen.
- Beschlussfassung über die Erhöhung des Aktienkapitals von Fr. 400 000.— auf Fr. 800 000.— durch Ausgabe von 2000 neuen Inhaberaktien, zwecks Finanzierung der III. Sektion nach der Alp Stein.
- Varia.

Für die Seilbahnen Obersaxen AG.:
Der Verwaltungsrat

Serumwerk AG., Basel

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Freitag, den 29. März 1968, 11.45 Uhr, in unserem Büro, Grellingerstrasse 81, Basel

Traktanden:

- Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 27. Februar 1967.
- Geschäftsbericht pro 1967.
- Entgegennahme des Berichtes der Kontrollstelle.
- Abnahme der Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Bilanz.
- Entlastung des Verwaltungsrates.
- Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
- Diverses.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung liegen am Geschäftssitz auf.

Basel, den 15. März 1968

Der Verwaltungsrat

Société anonyme des fabriques de chocolat et confiserie

J. Klaus, Le Locle

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

mercredi 27 mars 1968, à 17 heures, à l'Hôtel des Trois Rois, rez-de-chaussée, Le Locle.

Ordre du jour:

- 1^o Procès-verbal.
- 2^o Rapports du conseil d'administration et des contrôleurs sur l'exercice 1967.
- 3^o Approbation des comptes, de la gestion et de la répartition d'un bénéfice.
- 4^o Nominations statutaires.
- 5^o Diverses.

Le bilan, le compte de profits et pertes, ainsi que le rapport des contrôleurs seront à la disposition des actionnaires dès le 15 mars 1968 au siège de la société.

Les cartes d'admission à l'assemblée seront délivrées sur présentation des actions ou d'un récépissé de banque aux bureaux de la société, à ceux de la Banque cantonale neuchâtoise et de l'Union de Banques Suisses à La Chaux-de-Fonds, jusqu'au 26 mars 1968.

Le Locle, le 12 mars 1968

Le conseil d'administration

Société Coopérative du Centre Sportif du Jorat

Convocation en assemblée générale ordinaire

Le conseil d'administration de la société, dont le siège est à Villars-Tiercelin, convoque par la présente et conformément à ses statuts, tous les membres à son

assemblée générale annuelle

du samedi 30 mars 1968, à 14 heures 30, en son local, au Centre Sportif Romand, à Villars-Tiercelin.

Ordre du jour statutaire



BANK FELLINGER A.G. ZÜRICH

Die Aktionäre unserer Gesellschaft werden hiermit zur

ordentlichen Generalversammlung

auf Mittwoch, den 27. März 1968, 16 Uhr, im Hotel zum Storch, Weinplatz 2, 8001 Zürich, eingeladen.

Traktanden:

1. Protokoll der letzten ordentlichen Generalversammlung.
2. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates für das Jahr 1967.
3. Abnahme der Jahresrechnung 1967 sowie des Berichtes der Kontrollstelle.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Entlastung des Verwaltungsrates und der Geschäftsleitung.
6. Wahl in den Verwaltungsrat.
7. Wahl der Kontrollstelle.
8. Diverses.

Jahresbericht, Jahresrechnung und Bericht der Kontrollstelle liegen am Sitz der Bank zur Einsicht auf.

Zürich, den 14. März 1968

Namens des Verwaltungsrates:
Der Präsident

Progrebras AG.

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Dienstag, den 26. März 1968, 11.30 Uhr, am Sitz der Gesellschaft, Sattelgasse 2, Basel

Traktanden:

Die statutarischen betreffend das Geschäftsjahr 1967

Das Protokoll der letzten Generalversammlung vom 28. November 1967, der Geschäftsbericht mit Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen am Sitz der Gesellschaft zur Einsichtnahme auf. Auf Wunsch wird der Geschäftsbericht zugestellt.

Teilnahme an der Generalversammlung gegen Aktiennachweis.

Basel, den 12. März 1968

Der Verwaltungsrat

Leih- und Sparkasse vom Linthgebiet Uznach

Rapperswil Scherikon Siebnen Lachen Weesen Niederurnen

Kapitalerhöhung

von 6 auf 8 Millionen Franken

durch Ausgabe von 4000 Inhaber-Aktien zu nom. Fr. 500.— gemäss Beschlüssen der Generalversammlung vom 7. März 1968.

Zeichnungsrecht:

- a) vier alte Aktien unserer Bank berechtigten zum Bezug einer neuen Aktie zum Preis von Fr. 800.— netto;
 - b) vier Aktien der Spar- und Leihkasse Scherikon in Liq. berechtigen ebenfalls zum Bezug einer neuen Aktie unserer Bank zum Preise von Fr. 800.— netto.
- Die neuen Aktien sind ab 1. Januar 1968 dividendenberechtigt. Der Eidg. Emissionsstempel von 2% wird von der Bank getragen.
- Das Zeichnungsrecht ist unter Benützung des offiziellen Zeichnungsscheines auszuüben. Die Nummern der bisherigen Aktien sind genau anzugeben; die Aktionäre der Spar- und Leihkasse Scherikon in Liq. haben ausserdem die entsprechende Zahl Coupons Nr. 17 ab ihren Aktien einzureichen.
- Eine Spitze von 250 Aktien steht in einer freien Zeichnung zur Verfügung für neue Interessenten.

Zeichnungsfrist: 18. bis 30. März 1968

Die Zeichnungen sind bei einer der Niederlassungen der Bank einzureichen, wo auch Prospekte mit weiteren Einzelheiten und Zeichnungsscheine erhältlich sind.

Wir sind gerne bereit, den An- und Verkauf von Bezugsrechten nach Massgabe von Angebot und Nachfrage zu vermitteln. Bis zum 30. März 1968 nicht ausgeübte Bezugsrechte verfallen endgültig.

Einzahlung: bis spätestens am 10. April 1968

Bei der Liberierung werden die Aktientitel ausgehändigt oder dem Depot beifügt.

Uznach, den 8. März 1968

Der Verwaltungsrat

Durand & Huguenin AG., Basel

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

Sie findet statt Donnerstag, den 28. März 1968, 11 Uhr, im Verwaltungsgebäude unserer Gesellschaft, Voltastrasse 12, in Basel

Traktanden:

1. Genehmigung des Geschäftsberichtes, der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bilanz per 31. Dezember 1967 und Entgegennahme des Berichtes der Kontrollstelle.
2. Beschlussfassung über das Geschäftsergebnis.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Wahl der Kontrollstelle.

Die Gewinn- und Verlustrechnung, die Bilanz mit dem Bericht der Kontrollstelle, der Geschäftsbericht und die Anträge über die Verwendung des Reingewinnes liegen vom 20. März 1968 an zur Einsicht der Aktionäre am Sitz der Gesellschaft auf.

Zutrittskarten können gegen genügenden Ausweis bis zum 26. März 1968 am Geschäftssitz oder beim Schweizerischen Bankverein in Basel bezogen werden.

Basel, den 14. März 1968

Für den Verwaltungsrat der
DURAND & HUGUENIN AG.
Der Präsident: Dr. J. G. Engi

Charterland & General Limited

annonce le paiement d'un dividende intérimaire de 11% (au lieu d'un dividende final) et d'un bonus de 8% sur ses

actions ordinaires de £ -5.- nom.

soit, ensemble, net £ -6,6975 (impôt britannique déduit: £ -8.3 par £).

Les détenteurs d'actions ordinaires au porteur peuvent présenter le coupon N° 62 dès le 15 mars 1968, aux établissements suivants:

National Provincial Bank Limited
1, Princes Street
Londres E. C. 2

Banque de l'Union Parisienne
6 et 8, boulevard Haussmann
Paris 9^e

Société de Banque Suisse
Genève

1^{er} mars 1968
66, Gresham Street, Londres E. C. 2

Par ordre du conseil:
H. F. Rose, secrétaire

Editions Rencontre, Société anonyme, Lausanne

CONVOCAION Messieurs les actionnaires sont convoqués à la

dix-septième assemblée générale ordinaire

le jeudi 28 mars 1968, à 11 heures, au Lausanne-Palace, rue du Grand-Chêne 9, Lausanne (entrée du grill Palace).

- ORDRE DU JOUR
- 1^o Rapport de l'administration.
 - 2^o Rapport du contrôleur des comptes.
 - 3^o Décision sur les comptes et rapports de l'exercice 1966/1967.
 - 4^o Election du contrôleur des comptes.
 - 5^o Election du conseil d'administration.
 - 6^o Propositions diverses.
 - 7^o Procès-verbal.

Les comptes et rapports sont déposés au siège de la société.

Les cartes d'admission à l'assemblée générale seront délivrées jusqu'au 27 mars 1968, à midi, au siège de la société, sur justification de la propriété des titres.

Lausanne, le 11 mars 1968

Le conseil d'administration.

VISITE DE NOS ATELIERS ET BUREAUX

Messieurs les actionnaires sont invités à participer à une visite commentée de nos bureaux et ateliers, ce même jour, à 9 heures. Nous les attendons dans le hall de réception, au premier étage du 29, chemin d'Entre-Bois.

Les visites commenceront dès 9 heures 15.

MIRCROIX

Société Anonyme au capital de 800 000 francs suisses
Siège social: 142, route de Vernier, Vernier (Genève)

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le mardi 26 mars 1968, à 14 heures 30, dans les bureaux de la Société Fiduciaire Bourquin Frères & Beran S.A., 26, rue de la Corrairie, à Genève.

Ordre du jour:

- 1^o Rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 1967.
- 2^o Rapport du contrôleur des comptes sur l'exercice 1967.
- 3^o Approbation de ces rapports et des comptes de l'exercice 1967.
- 4^o Décharge au conseil d'administration.
- 5^o Divers.

Genève, le 6 mars 1968

Le conseil d'administration

Société des Hôtels de Villars, à Villars-sur-Ollon

(Villars-Palace, Grand-Hôtel Muveran et Hôtel Bellevue)

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale extraordinaire

le mercredi 27 mars 1968, à 15 heures, à l'Hôtel de la Paix, à Lausanne.

Ordre du jour:

Ratification de la promesse de vente du 13 février 1968 passée avec M. Frédéric Tissot, à Burier.

Les cartes d'admission peuvent être retirées jusqu'au mardi 26 mars 1968, à midi, sur présentation des actions au Crédit Foncier Vaudois, à Lausanne.

Le 8 mars 1968

Le conseil d'administration

Banca della Svizzera Italiana, Lugano

Pagamento di dividendo

Si avvisano i Signori azionisti che, giusta le deliberazioni dell'assemblea generale, il dividendo per l'esercizio 1967, stabilito nella misura del 14%, è esigibile presso la sede di Lugano, le dipendenze nel cantone e la filiale di Zurigo, contro la cedola N° 14, in netti Fr. 49.— (cioè Fr. 70.—, meno imposte federali) per azione.

Lugano, 9 marzo 1968

La direzione

COMPAGNIE VAUDOISE D'ÉLECTRICITÉ (CVE)

5 1/4 %

Emission d'un emprunt

1968, de Fr. 20 000 000

destiné à la conversion ou au remboursement du solde encore en circulation de Fr. 8 500 000 de l'emprunt 3 1/4 % 1948 (anciennement Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe), échéant le 1er avril 1968, au financement de sa participation au capital social des Forces Motrices de l'Hongrin-Léman S. A. et à la couverture des investissements indispensables au renforcement des installations de distribution d'énergie électrique, pour faire face à l'augmentation de la consommation.

Conditions de l'emprunt

Durée: 15 ans maximum
Titres: de Fr. 1000.— et de Fr. 5000.—
Cotation: aux bourses de Lausanne, Bâle, Genève et Zurich.

99,40 %

Prix d'émission plus 0,60% moitié du timbre fédéral

Délai de conversion et de souscription:
du 15 au 21 mars 1968, à midi

auprès des sièges, succursales et agences des banques soussignées, ainsi que dans tous les établissements de banque en Suisse, qui tiennent à disposition des prospectus, des bulletins de souscription et de conversion.

BANQUE CANTONALE VAUDOISE

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE
CRÉDIT SUISSEUNION DE BANQUES SUISSES
BANQUE POPULAIRE SUISSE

Insertion dans la FOSC. — efficacité et succès

FONCIPARS



Fonds de placement immobilier

Paiement des coupons dès le 15 mars 1968

Coupon No 48

(Série ancienne)

Sur la base d'une répartition annuelle brute de Fr. 50.—
dont à déduire: Fr. 25.—

Impôt anticipé: 30% de Fr. 6.50 Fr. 1.95

Montant net par coupon Fr. 23.05

L'imputation ou le remboursement de l'impôt anticipé s'effectue sur le montant correspondant à la partie de la répartition brute imposée à la source, soit Fr. 6.50.

Domiciles de paiement

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, LAUSANNE, ainsi que les sièges, succursales et agences de cet établissement.

BANQUE CANTONALE VAUDOISE, LAUSANNE

UNION VAUDOISE DE CRÉDIT, LAUSANNE

BANCA POPOLARE DI LUGANO, LUGANO

BANCA DELLA SVIZZERA ITALIANA, LUGANO

BANQUE CANTONALE NEUCHATOISE, NEUCHÂTEL

Coupon No 14 (Série II)

Sur la base d'une répartition annuelle brute de Fr. 42.— Fr. 21.—
dont à déduire:

Impôt anticipé: 30% de Fr. 4.— Fr. 1.20

Montant net par coupon Fr. 19.80

L'imputation ou le remboursement de l'impôt anticipé s'effectue sur le montant correspondant à la partie de la répartition brute imposée à la source, soit Fr. 4.—.

Domicile de paiement

SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE, LAUSANNE, ainsi que les sièges, succursales et agences de cet établissement.

Banque dépositaire:
SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE
LAUSANNE

Direction des Fonds:
SAGEPCO
Société Anonyme de Gérances
et de Placements collectifs

Deutsche Äussere Anleihe von 1924 (Dawes-Anleihe)

Rückzahlung von 5% Konversionsschuldverschreibungen der schweizerischen Ausgabe
in Schweizer Franken

Die nach den Bestimmungen des am 29. April 1954 den Inhabern von Titeln dieser Ausgabe unterbreiteten Regelungsangebotes im Anleihejahr 1967/68 einzusetzenden Mittel für die Tilgung der auf Schweizer Franken lautenden Konversionsschuldverschreibungen werden zur Rückzahlung von Fr. 257 000.— nom. Konversionsschuldverschreibungen verwendet, die in den Büros der Schweizerischen Kreditanstalt, Zürich, im Beisein von Vertretern der Treuhänder, der Bundesschuldenverwaltung und der Schweizerischen Kreditanstalt am 13. März 1968 durch das Los zur Rückzahlung auf den 15. April 1968 bestimmt wurden. Die gezogenen Titel tragen folgende Nummern:

257 Obligationen zu Fr. 1000.— nom.

20	1260	2365	3679	5045	6300	10590
50	1266	2411	3704	5055	6305	10630
86	1286	2507	3795	5060	6311	10653
136	1292	2510	3806	5085	6331	10656
168	1303	2517	3835	5189	6353	10660
196	1351	2544	3843	5216	6358	10702
227	1363	2615	3853	5266	6432	10772
291	1365	2619/20	3855/56	5270/71	6434	10801
298	1413	2684	3861	5330	6474	10832
314	1434	2734	3946	5402	6507	10874
360	1482	2746	3952	5429	6527	10898
398	1511	2766	3981	5453	6548	10920
404	1568	2850/51	4020	5490	6580	10930
441	1590	2884	4037	5496	6599	10935
549	1597	2927	4054	5532	6695	10937
620	1631	2962	4082	5570	6718	10952
632	1641	2990	4200	5640	6816	10956
711	1650	3034	4216	5654	6825	10965
723	1671	3061	4248	5657	6836	10969
731	1707	3071	4255	5681	6889	10981
765	1712	3079	4320	5705	6901	10988
768	1778	3148	4343	5731	10248	11110
790/91	1781	3175	4406	5796	10260	11161
868	1788	3191	4431	5896	10275/76	11172
895	1839	3232	4538	5907	10307	11181
898	1841	3240	4662	5945	10343	11235
901	1859	3285	4669	5986	10356	11240
919	1949	3307	4722	6005	10391	11260
1021	1955	3367	4765	6013	10419	11307
1027	1981	3419	4771	6027	10432	11319
1088	1987	3462	4836	6045	10441	11327
1158	1993	3489	4852	6130	10496	11332
1165	2056	3505	4874	6136	10503	11384
1194	2186	3593	4884	6168	10509	11406
1234	2254	3607	4921	6232/33	10530	
1256	2261	3610	5024	6290	10571	

Diese Obligationen gelangen ab 15. April 1968 in der Schweiz bei folgenden Zahlstellen zum Nennwert speisenfrei zur Rückzahlung:

Schweizerische Kreditanstalt
Schweizerischer Bankverein
Schweizerische Bankgesellschaft
Kantonalbank von Bern
Bank Leu & Co. AG.
Schweizerische Volksbank
A. Sarasin & Cie.

Die Verzinsung dieser Stücke hört mit dem Verfalltag auf. Sie sind mit sämtlichen unverfallenen Coupons einzureichen. Fehlende Zinsscheine werden vom auszahlenden Betrag abgezogen. Restanten aus früheren Auslosungen:

per 15. April 1960 Nr. 4271
per 15. April 1967 Nr. 1007
Nr. 1964
Nr. 4842
Nr. 5025
Nr. 6675

Zürich, den 13. März 1968

Im Auftrag:
Schweizerische Kreditanstalt

République et
canton de Genève



Département des
finances et contributions

Emprunt 3% Etat de Genève 1953

Loi du 2 mai 1953

Les porteurs d'obligations 3% Etat de Genève 1953 sont informés que 1000 obligations sont sorties au 10^e tirage du 26 février 1968, conformément au contrat d'emprunt.

1000 obligations de Fr. 1000.—

142 à 148	1441 à 1460	8096 à 8103	12272 à 12273
159 à 160	1561 à 1563	8105	12465 à 12484
288	1854 à 1857	9034 à 9047	12627 à 12644
290 à 299	1864 à 1883	9311 à 9312	13088 à 13100
316 à 320	1904 à 1916	9314 à 9315	13128 à 13147
525	2688 à 2692	9317 à 9318	13347 à 13352
531 à 536	2793 à 2812	9324 à 9330	13360 à 13367
538 à 540	3235 à 3237	9483 à 9502	13748 à 13753
581 à 600	3392	9623 à 9642	13759 à 13767
666 à 674	4101 à 4116	10471 à 10490	14036 à 14055
680	4461 à 4480	10501 à 10507	14196 à 14215
701 à 720	5325 à 5344	10671 à 10690	14256 à 14275
884 à 900	5811	11131 à 11150	14455 à 14473
925 à 940	5970 à 5979	11191 à 11210	14494 à 14513
981 à 999	6173 à 6180	11640 à 11645	14854 à 14873
1041 à 1060	6190 à 6192	11651 à 11658	15074 à 15093
1221 à 1240	7697 à 7701	11683 à 11692	15256 à 15273
1281 à 1300	7707 à 7711	11699	15534 à 15553
1321 à 1340	8038 à 8052	12045 à 12059	15854 à 15873
1381 à 1400	8054	12063 à 12064	15934 à 15953
1401 à 1420	8091 à 8093	12265 à 12269	15974 à 15990

Ces obligations sont remboursables au pair, soit en Fr. 1000.—, contre la remise des titres munis de leurs coupons non échus, à partir du 1^{er} juin 1968, à la caisse de l'Etat de Genève, ainsi qu'auprès des établissements de banque désignés à cet effet.

Obligations sorties aux tirages antérieurs et non présentées à l'encaissement.

137 (1967)	3435 (1963)	12543 (1963)	13497 (1966)
3308 (1967)	3436 (1963)	13494 (1966)	13498 (1966)
3309 (1967)	3437 (1963)	13495 (1966)	13499 (1966)
3310 (1967)	12277 (1966)	13496 (1966)	13500 (1966)
			13501 (1966)

Genève, le 26 février 1968

LE CONSEILLER D'ETAT
chargé du Département des finances et contributions:
Jean Babel



Nach 40 Jahren Aufbau,
steter Vergrößerung
und Verbesserung steht
Ihnen für
Qualitätsarbeit eine
vielseitige, leistungsstarke
Grossbuchbinderlei mit
eigener Fabrikation für
Mappen und Spiral-
bindungen zur Verfügung.
Profitieren Sie davon!

Walter Baschlin & Co
8034 Zürich 8
Mühlebühlstr. 128, Tel. 051-34 56 78



das wandelbare büromöbelsystem



für jedes einrichtungsproblem genau das richtige (auch für jedes budget!)



generalvertretung für die schweiz:
ag für büroeinrichtung
6301 zug
poststrasse 20 telefon (042) 4 44 33

* aus unverwundlichen kunststoffplatten mit melaminharz-oberfläche

Inserate im SHAB haben stets Erfolg!

Englisch in England

ANGLO-CONTINENTAL SCHOOL OF ENGLISH

BOURNEMOUTH

Städtisch anerkannt. Offizielles Prüfungs-
zentrum der Universität Cambridge und
der Londoner Handelskammer.
Hauptkurse 3-8 Monate, mit 30 Stunden
pro Woche. Kursbeginn jeden Monat.
Wahlprogramm: Handel, Geschäfts-
korrespondenz - Literatur -
Technisches Englisch - Sprachlabor
Refresher Courses 4-8 Wochen
Vorbereitung auf Cambridge-Prüfungen
Ferienkurse Juni bis September
2-8 Wochen mit 20 Stunden pro Woche.
Einzelzimmer und Verpflegung
in englischen Familien.



LONDON

Ferienkurse im Juli und August
in Universitäts-Colleges.
3 und 4 Wochen, 25 Stunden pro
Woche, umfassendes Wahlprogramm,
Studienfahrten, Einzelzimmer und
Verpflegung im College.

Ausführliche Dokumentation für alle Kurse
erhalten. Sie unverbindlich von unserem
Sekretariat ACSE, 8008 Zürich, Seefeldstr. 45
Telefon 051 47 79 11 Telex 52529



WANGER & ULRICH AG
8401 WINTERTHUR

Broschüre

Warenumsatz- steuer

(Ausgabe
Juni 1967)

Preis: Fr. 1.80

Einzahlungen auf
Postcheckkonto
30 - 520

Schweizerisches
Handelsamtsblatt
3000 Bern

Oeffentliches Inventar Rechnungsruf

Erblasser:

Oskar Schnyder

geb. 1906, von Kriens (Luzern), Pflanzschulstrasse 21, Zürich 4, gestorben am
21. Dezember 1967, früher Körperpflege und Sportmassage, Konradstrasse 52,
Zürich 5 und Talacker 35, Zürich 1.

Eingabefrist für Gläubiger und Schuldner (einschliesslich Bürgschaftsgläubiger)
bis 18. März 1968, bei Gefahr des Ausschlusses der Gläubiger gemäss Art. 590 ZGB.

Die Eingaben sind schriftlich an das Notariat Aussersihl-Zürich, Zürich 4, zu
richten.

Zürich, den 19. Februar 1968

Notariat Aussersihl-Zürich:
K. Denzler, Notar

Oeffentliches Inventar Rechnungsruf

(Art. 582 ff ZGB)

Erblasser:

Otto Meissner

1903, Ottos sel., Kaufmann, von Aeschi (Solothurn), in Olten, Klarstrasse 38,
Kollektivgesellschaft der Firma O. Meissner & Cie, Olten.

Eingabefrist: Für Gläubiger und Schuldner (inkl. Bürgschaftsgläubiger) bis 16. April
1968 bei Gefahr des Ausschlusses der Gläubiger gemäss Art. 590 ZGB.

Die Eingaben sind Wert 11. Februar 1968 zu berechnen und an die Amtschreiber
Olten-Gösgen, in Olten, zu richten.

Olten, den 11. März 1968

Der Amtschreiber von Olten-Gösgen:
Fährndrich, Notar



Qualitäts- Vollbadverzinkung

als Korrosionsschutz

sauber
preiswert und
prompt
bei

Aktiengesellschaft
Kummler & Matter,
Verzinkereiwerke
4658 Däniken / SO
Tel. 062/6 11 54/55

Kapitalkräftige Gesellschaft

sucht

sich an gut geführten Handwerks-
betrieben zu beteiligen. Uebernahme
von Minderheits-Aktienpaketen kommt
ebenfalls in Frage.

Schriftliche Anfragen unter Chiffre
K 12015 an Publicitas AG., 3001 Bern.

Verlangen Sie vom SHAB unentgeltliche
Zusendung einer Probenummer der Monats-
schrift «Die Volkswirtschaft»

Anzeige an die Inhaber von Obligationen der äusseren chilenischen Schuld

Die Caja Autonoma de Amortizacion de la Deuda Publica teilt den Inhabern von auf Schweizer Franken
lautenden Obligationen der äusseren chilenischen Schuld mit, dass gemäss Gesetz Nr. 6162 vom 24. Januar
1938 die Verjährungsfrist von ursprünglich 20 Jahren auf 10 Jahre festgesetzt worden ist.

Inhabern von Obligationen, die noch Coupons besitzen, die in den Jahren 1935 bis inklusive 1957 fällig
gewesen sind und diese noch nicht zur Zahlung vorgewiesen haben, wird eine Frist von 90 Tagen bis zum
30. März 1968 zur Einlösung der verjährten Coupons eingeräumt.

Die Neufestsetzung der Verjährungsfrist berührt in keiner Weise die Bestimmungen des Dekretes Nr. 3004
vom 3. November 1965, gemäss welchem die Frist, innerhalb welcher die Obligationen der äusseren chile-
nischen Schuld der Neuordnung des Zinsen- und Amortisationsdienstes gemäss Gesetz Nr. 8962 vom
20. Juli 1948 unterstellt werden können, bis zum 31. Dezember 1970 verlängert worden ist.

Santiago, den 29. Dezember 1967

Caja Autonoma de Amortizacion de la Deuda Publica

Stahlrohr AG., Rothrist

Einladung zur Generalversammlung der Aktionäre

der Stahlrohr AG., Rothrist, vom Donnerstag, den 4. April 1968, in Olten, um 11.30 Uhr, im Bahnhofbuffet,
1. Klasse, 1. Stock

Traktanden:

1. Protokoll.
2. Bericht des Verwaltungsrates über das Geschäftsjahr 1967.
3. Bericht der Kontrollstelle.
4. Abnahme der Jahresrechnung und der Bilanz per 31. Dezember 1967.
Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
5. Décharge-Erteilung.
6. Wahl der Kontrollstelle.
7. Verschiedenes.

Der Geschäftsbericht und die Jahresrechnung 1967 liegen am Sitze der Gesellschaft zur Einsichtnahme
auf. Aktionäre, die an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, sind gebeten, ihre Eintrittskarten
bis spätestens 2. April 1968 bei der Stahlrohr AG., Rothrist, zu verlangen, gegen Einreichung eines
Nummernverzeichnisses der zu vertretenden Aktien. An der Generalversammlung werden keine Eintritts-
karten verabfolgt.

Rothrist, den 15. März 1968

Der Verwaltungsrat

Obstverwertung vom Linthgebiet AG., Uznach

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

Samstag, den 30. März 1968, nachmittags 14.30 Uhr,
Hotel Ochsen, Uznach

Traktanden:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Gewinn- und Verlustrechnung und der Bilanz für das Jahr
1967, sowie des Berichtes der Kontrollstelle.
Entlastung von Verwaltungsrat und Verwaltung.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
3. Allgemeine Umfrage.

Geschäftsbericht mit Gewinn- und Verlustrechnung und Bilanz stehen zur Verfügung der Aktionäre und liegen
nebst Bericht der Kontrollstelle im Büro der Obstverwertung vom Linthgebiet AG. zur Einsicht auf.
Eintrittskarten bzw. Stimmausweise für die Generalversammlung können gegen Vorweisung der Aktien
oder gegen Ausweis der bezüglichen Nummern bis Freitag, den 29. März 1968, mittags 12 Uhr, auf dem
Büro der Obstverwertung vom Linthgebiet AG., Uznach, bestellt werden. Die Eintrittskarten werden an der
Generalversammlung auf Grund der Anfieldung abgegeben.

Am Tage der Generalversammlung können keine unbestellten Eintrittskarten verabfolgt werden.

Uznach, den 24. Februar 1968

Der Verwaltungsrat

Der schweizerische Index der industriellen Produktion

Sonderheft Nr. 75

Die unter obigem Titel 1965 erfolgte
Veröffentlichung der Kommission für
Konjunkturfragen des Eidgenössischen
Volkswirtschaftsdepartements ist zum
Preis von Fr. 3.50 erhältlich (24 Seiten,
Format A 4). Vorauszahlung erbeten auf
Postcheckkonto 30-520, Schweizerisches
Handelsamtsblatt, Bern.

Indice suisse de la production industrielle

Supplément Nr. 75

La publication de la Commission de
recherches économiques du Département
de l'économie publique, parue en 1965
sous le titre précité, est en vente au prix
de fr. 3.50 (24 pages, format A 4). Envoi
contre versement préalable du montant
en question au compte de chèques pos-
taux 30-520, Feuille officielle suisse du
commerce, Berne.

LAGERHAUS GLATTBRUGG

gegenüber Bahnhof Glattbrugg

würde noch Lagergüter, auch Pflichtlager, bis zu 1500 Tonnen zur
Einlagerung übernehmen.

Ein- und Auslagerung durch eigenes Lagerhauspersonal.

Privatgeleiseanschluss, Lift, gute Zufahrt für Camion.

Telefon (051) 83 67 87.

Nahrungsmittel für Grossküchen!

Bedeutender europäischer Hersteller von Nahrungsmitteln in Gross-
packungen zur Verwendung in Hotels, Gaststätten, Krankenanstalten
usw. - die wegen ihrer hohen Qualität in viele Länder exportiert werden
- sucht die Zusammenarbeit mit schweizerischen Importeuren, die eine
geeignete Vertriebsorganisation besitzen oder doch zumindest zu oben-
genannten Abnehmerkreisen Kontakt haben.

Schreiben Sie uns bitte zwecks Kontaktaufnahme unter Chiffre SHAB
130048 an Publicitas AG., 3001 Bern.

Express- Barkredite

Fr. 500.- bis Fr. 10.000.-

- Wir gewähren alle
3 Minuten einen
Kredit
- Mit schriftlicher
Diskretionsgarantie
- Keine Bürgen;
Ihre Unterschrift
genügt



Bank Prokredit
8023 Zürich, Löwenstrasse 52,
Telefon 25 47 80
1701 Fribourg, rue Banque 1,
Téléphone 2 84 31

NEU Express-Bedienung

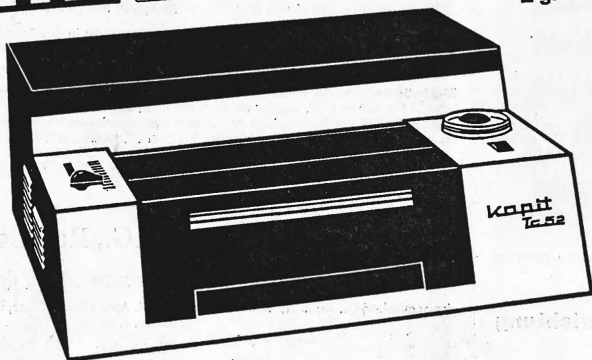
Name _____
Strasse _____
Ort _____

Kopit TC 52 - das NEUE Schweizer Fotokopiergerät

2 grundverschiedene Kopierv Verfahren in einem einzigen Gerät

Servicenet:

Baden
Basel
Bellinzona
Bern
Biel
Chur
Genève
Lausanne
Lugano
Luzern
St. Gallen
Zürich



Ohne Entwickler!

Umdruckmatrizen in sekundenschnelle

Kopit TC 52 - das vielseitigste Kopiergerät
Blitzschnelle preisgünstige Trockenkopien oder
tadellose Fotokopien, sogar aus Büchern
Verlangen Sie bitte unser Informationsmaterial

Kohler & Co. Bern 031 236006

Verkaufsgesellschaft der Kopit AG, Bern
Engelhardstrasse 22

Ihre ganze Porto-Buchhaltung

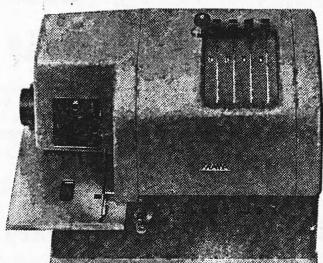


Auch in Ihren fortschrittlich geführten Betrieb gehört eine FRAMA Frankiermaschine, denn...
Die Portokasse fällt weg, und damit die Portokontrolle.
Das Zählwerk registriert die Portoaussagen, Sie erhalten von der Post eine regelmässige Sammelrechnung.
Gleichzeitig mit der Frankatur wird ein Datumstempel aufgedruckt, der Versand wird beschleunigt.
Bei grossem Briefanfall kann der FRAMA das automatische Briefzuführgerät angebaut werden.
Ohne Umstellung können damit die verschiedensten Formate von A4 bis A6 zugeführt werden.
Die 5-jährige Fabrikgarantie bestätigt die hohe Qualität.

Wir führen Ihnen diese preisgünstige und form-schöne Frankiermaschine gerne vor.

FRAMA

Rudolf Jost 035 / 675 55 3438 Lauperswil
Erich Heuss 051 / 53 18 61 8032 Zürich
Otto Handschin 061 / 24 79 44 / 43 4010 Basel
L. Tschabold 031 / 55 14 63 3172 Niederwangen
René Sage 021 / 22 51 44 1000 Lausanne
Roland Devillard 022 / 44 19 20 1200 Genf
Aurelio Ferrari 091 / 22 22 03 6900 Lugano



Im Zentrum des Zürcher Oberlandes
zu vermieten auf Frühjahr 1968 zirka
150 bis 200 m²

Fabrikations- oder Büroräume

Nähe Bahnhof Unter-Wetzikon.

Offerten erbitten wir unter Chiffre
SHAB 50105 an Publicitas AG.,
3000 Bern.



Verlangen Sie vom SHAB. unentgeltliche Zusendung
einer Probenummer der Monatsschrift «Die Volkswirtschaft»



SCHWEIZERISCHE BANKGESELLSCHAFT
Baden
Tel. (056) 2 71 71

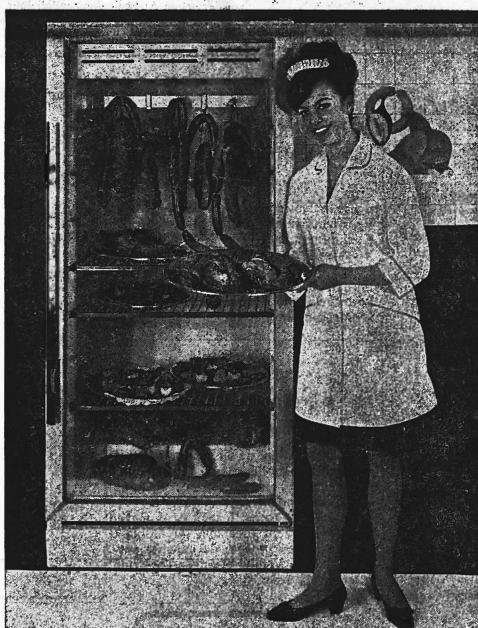
Wir suchen **Chef des Korrespondenzsektors**
mit Unterschriftsberechtigung

Unterstellte Abteilungen:
Dokumentengeschäfte, Wechselportefeuille, Devisen, Zah-
lungsverkehr In- und Ausland, Kauttionen.

Anforderungen Gute kaufmännische Grundausbildung, Bankpraxis, Initiative
und zuverlässige Arbeitsweise, Fremdsprachkenntnisse.

Wir bieten Individuelle Entlohnung, angenehmes Arbeitsverhältnis, fort-
schrittliche Sozialleistungen, Fünftagewoche.

Interessenten bitten wir, eine kurze schriftliche Stellenbewerbung mit den
üblichen Unterlagen an unsere Direktion zu senden.



Das Auge kauft mit!

Je appetitlicher und hygienischer Fleisch- und Wurstwaren angeboten werden, desto
grösser sind die Impulsverkäufe der Kunden.
Sie wissen es ja aus eigener Erfahrung: Was schen auf der Zunge schmeckt, kauft
man nachher so gern.
Aus gutem Grund haben wir deshalb den neuen Grönländ-Kühlschrank G 80 FV (530
Liter Bruttinhalt) mit einer grossartig verglasten Vellaichttür ausgestattet, die
eine Blicke auf den Schrankinhalt lenkt.
Fleischgehänge, verstellbare Roste, vollhermetischer Kältesatz in Stopteuerführung,
Taschensperre, auf Wunsch Abtauautomatik — es wird alles geboten, was
sich der Fachmann wünscht. Selbstverständlich ist dieser Kühlschranktyp auch
mit unverglasten Tür (als G 80 F) und ohne Fleischgehänge (als G 80) lieferbar.
Für technische und kommerzielle Fragen stehen wir gerne zur Verfügung.



Exporteur:
TECHNOCOMMERZ GmbH
108 BERLIN, Mittelstrasse 25
Deutsche Demokratische Republik

Bitte, besuchen Sie uns zur Industrieausstellung der DDR in Paris vom 18. Mai bis
3. Juni 1968.

Impôt sur le chiffre d'affaires

(Edition de juin 1967)

Brochure de 44 pages. Prix: 1 fr. 80 (frs compris). Versement préalable à notre
compte de chèques postaux 30-520, Feuille officielle suisse du commerce, Berne.

Treuhandgesellschaft

in Bern

sucht

jungen Treuhänder

als Nachwuchskraft. Erfahrung in der Buchhaltung
ist wesentlich. Fünftagewoche. Neuzzeitliche Sozial-
einrichtungen. Ihre knappe Bewerbung unter Chiffre
A 11954 an Publicitas AG., 3001 Bern.

Günstig abzugeben

Fakturier- maschinen

mit aut. Multiplik.
3 Zählwerken.
Garantie.

Postfach 213
8024 Zürich

Zu verkaufen

Patent

betreffend automatischen Ernährungs-
apparat für Mastkälber. Fütterungs-
möglichkeiten: Vollmilch, Milchpulver,
oder Mischungen mit Milchrückstän-
den.

Anfragen erbeten unter
Chiffre P C 32639 an Publicitas AG.,
1002 Lausanne.

Direktwerbung

Adressen:

Direktadressierung Ihrer Couverts jeder Grösse mit
Adressen aus unserem neuzeitlichen Adressenverlag.
Verlangen Sie den diesbezüglichen Interims-Katalog
1966.

Werbedrucke

Prospekte, Kataloge, Preislisten usw., illustrierte Ver-
kaufsbroschüren ein- und mehrfarbig, in Raster- und Strich-
Ausführung bis Format A3. Kurze Lieferfrist, tadellose
Ausführung: Muster gerne zur Verfügung.

Werbebriefe

Im Roboterverfahren, Multigraphbriefe, Offsetbriefe,
illustrierte Verkaufsbroschüren, Adresseneinsatz und An-
bringen der Unterschriften.

Vervielfältigungen im Kleinoffset- oder Matrizenverfahren.

Wir übernehmen auch das sorgfältige Abziehen selbst-
geschriebener Matrizen, sofern diese bei uns bezogen
werden. Spezialarbeiten für Architekten usw., Behör-
den, Organisationen, Treuhänder usw.

Unser Verpack- und Versand-Service nimmt Ihnen die zeit-
raubende Arbeit ab und besorgt alles bis zur Aufgabe
bei der Post.

Alles unter einem Dach bei

JAEGGI & WEIBEL AG

Zentrale für Direktwerbung

Tel. (051) 34 44 40

8001 Zürich, Rämistrasse 5